

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE N° 8

25 AVRIL 2021

MYANMAR : UN PEUPLE EN RÉSISTANCE



TABLE DES MATIÈRES

MYANMAR: INFORMATION, SOLIDARITÉ ET RÉSISTANCE	3
EN BIRMANIE, UN ÉTAT DE GUERRE CONTRE LA POPULATION	4
NOTE D'INFORMATION SUR LE COUP D'ÉTAT	8
LE MOUVEMENT OUVRIER EST AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE L'AUTORITARISME	11
LES TRAVAILLEURS, LES TRAVAILLEUSES ET LES SYNDICATS EN PREMIÈRE LIGNE DANS LA LUTTE CONTRE LE COUP D'ÉTAT	15
DANS LES CHEMINS DE FER, LES BANQUES, LES HÔPITAUX...	21
LE RÉGIME MILITAIRE INFLIGE DES PEINES DE PRISON AUX FONCTIONNAIRES EN GRÈVE	27
TERREUR, RÉSISTANCE ET ENJEUX	29
LA VIOLENCE DE LA JUNTE SE HEURTE AU REFUS D'UNE POPULATION	38
CHRONIQUES BIRMANES (1 ^{ER} MARS 2021-18 AVRIL 2021)	42

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, N°8, AVRIL 2021

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES - 75020 PARIS

www.syllepse.net

Photos intérieures : © www.frontiermyanmar.net

Couverture: © Xxx, www.facebook.com/groups/artforfreedommyanmar

MYANMAR: INFORMATION, SOLIDARITÉ ET RÉSISTANCE

CHRISTIAN MAHIEUX

Début février, l'armée a pris le pouvoir en Birmanie. Un fort mouvement populaire s'oppose au coup d'État militaire. Les travailleuses, les travailleurs et leurs organisations syndicales sont en première ligne de cette résistance de masse. À l'heure d'Internet, l'information circule sur la lutte contre la dictature et sur la féroce et sanglante répression exercée par cette dernière.

Pourtant, les actions de solidarité sont bien faibles. Bien sûr, nous avons, tous et toutes, dans chaque région du monde, «nos priorités». Mais la résistance de masse, organisée sur une base de classe, à une dictature militaire issue d'un coup d'État et qui massacre les manifestantes et manifestants, on pourrait penser que cela mérite de les bousculer, ces priorités?

Par la solidarité financière: Europe solidaire sans frontière a fait une proposition, comme vous le lirez plus loin. Par la solidarité en action: les organisations syndicales ont pris position contre le coup d'État et pour le soutien aux manifestations populaires; cela ne vaut-il pas – au minimum – l'organisation de rassemblements aux abords des ambassades et consulats de Birmanie/Myanmar?

Bien entendu, tout cela suppose que l'information ne se limite pas aux «protestations» des gouvernements (pourtant si mal placés pour donner des leçons de démocratie et de protection des manifestantes et manifestants!); celle provenant des collectifs de travailleuses et de travailleurs, des syndicats,

des mouvements sociaux, doit être privilégiée, pour étayer nos réflexions, nos connaissances et surtout nos actions.

Avec la réalisation de cet *Antidote*, le collectif des éditions Syllepse rassemble divers documents, mis à disposition des mouvements sociaux, ici, en France, voire plus largement, dans les pays francophones. Ils proviennent de sites associatifs, syndicaux, politiques, qui s'inscrivent dans les luttes et la perspective d'émancipation sociale. Ils sont utilisables par tous et toutes...

LES DOCUMENTS PUBLIÉS PROVIENNENT DES SITES SUIVANTS¹:

Europe solidaire sans frontière:

www.europe-solidaire.org

Réseau syndical international de solidarité et de luttes:

www.laboursolidarity.org

Syndicollectif:

www.syndicollectif.fr

Jacobin:

www.jacobinmag.com

Labornotes:

www.labornotes.org

Irrawady.com:

www.irrawaddy.com/

frontiermyanmar.net:

www.frontiermyanmar.net/en/

myanmar.now:

www.myanmar-now.org/en

1. Les traductions de l'anglais vers le français ont été effectuées par Patrick Le Tréhondat.

EN BIRMANIE, UN ÉTAT DE GUERRE CONTRE LA POPULATION

PIERRE ROUSSET¹

La situation dans le pays ne cesse d'empirer. Face à la politique de terreur déployée par l'armée, la solidarité internationale doit impérativement prendre plus d'ampleur. C'est notamment vrai en France.

Inexorablement, le chiffre des morts, des personnes disparues ou incarcérées, des réfugié.es augmente. Plus de 240 personnes abattues en date du 21 mars, un chiffre inférieur à la réalité. La loi martiale a été décrétée dans des quartiers de Rangoon, la capitale économique; elle permet notamment d'ordonner l'exécution sans formalité de détenu.es. Plus de 2000 arrestations ont été effectuées depuis le putsch du 1^{er} février (il y a eu des libérations). Lycées, universités, hôpitaux sont occupés par l'armée. Fonctionnaires et autres grévistes sont menacés de sévères représailles. Le recours au viol est utilisé comme une arme de guerre. Le régime cherche à contrôler totalement l'information et les communications; les journaux indépendants imprimés ne peuvent plus paraître. D'importantes opérations militaires sont engagées jusque dans le territoire de minorités ethniques, provoquant de premiers déplacements forcés de populations. Le pays subit un état de guerre.

DÉSÉQUILIBRE DES FORCES

Le mouvement de désobéissance civile se poursuit néanmoins. La grève paralyse toujours pour une

part l'administration, la banque, des entreprises. Des jeunes descendent toujours dans les rues brandir les couleurs de la résistance. Les funérailles des victimes sont l'occasion de s'engager, trois doigts levés (symbole du combat démocratique), à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, à savoir en terminer une bonne fois pour toutes avec le pouvoir militaire instauré en 1962. Des journalistes et photographes travaillent en collectif pour continuer à informer le monde, malgré les arrestations et brutalités dont elles et ils sont victimes. Les habitant.es tentent de défendre des quartiers en érigeant des barricades, mais que peuvent des lance-pierres ou des boucliers de fortune face à des fusils-mitrailleurs, des snipers et des chars? L'armée renforce son emprise territoriale. Seules les minorités nationales à la périphérie du pays possèdent des forces d'autodéfense et une capacité effective de riposte.

Dans le pays même, les intérêts chinois sont devenus la cible d'opposants à la junte; des entreprises ont été incendiées, des manifestations se sont tenues devant son ambassade, des menaces de sabotage sont proférées contre un oléoduc lui fournissant une énergie vitale à son économie... Pékin a en effet opposé son veto à toute condamnation franche des putschistes par l'ONU, prônant un «dialogue» impossible. Elle doit cependant concilier des enjeux contradictoires, ce qui devient difficile par temps de crise aiguë. Aung San Suu Kyi avait d'excellentes relations avec Xi Jinping; elle est aujourd'hui incarcérée et son procès pour haute trahison est annoncé. La Chine considère que les territoires frontaliers occupés, dans le nord,

1. www.europe-solidaire.org/spip.php?article57310, 22 mars 202.

par des minorités nationales font partie de son périmètre de sécurité géostratégique. Elle leur vend des armes – ainsi d'ailleurs qu'à l'armée birmane. Elle a néanmoins besoin de sécuriser les investissements (dans les infrastructures en particulier) réalisés dans le pays, ce qui exige un accord avec les militaires au pouvoir. La « stabilité » du pays est probablement sa priorité.

UNE SOLIDARITÉ À CONSTRUIRE

Au-delà des condamnations politiques et de quelques mesures comme le gel des avoirs de la junte aux États-Unis, les puissances occidentales sont loin d'avoir rompu les multiples liens tissés avec les militaires et leur « économie kaki ». Le rôle de la solidarité s'avère ici décisif, c'est là-dessus que je voudrais insister. En effet, sept semaines après le putsch, elle ne se manifeste encore que de façon très marginale en France. Il y a pourtant fort à faire.

Électricité de France (EDF) a décidé de suspendre le projet de mégabarrage Shweli-3 dans l'État shan, au nord du pays². En revanche, le géant pétrolier Total, groupe international et première entreprise française en chiffre d'affaires (2015), poursuit ses opérations. Il est le principal (ou l'un des principaux) contribuable étranger de la Birmanie via, notamment, sa coopération avec la Myanmar Oil and Gas Entreprise (MOGE). Or, les autorités birmanes élues, par la voix du CPHR³, lui ordonnent aujourd'hui de cesser tout paiement, sous quelque forme que ce soit, à la junte⁴. Les membres de l'ancien gouvernement

dirigé par la LND sont certes incarcérés (voire torturés), mais cette autorité légale a été reconstituée sous la forme du (CRPH) dans la clandestinité et en exil. Quand Total refuse d'obtempérer à ses injonctions, il avalise de fait le putsch. L'Etat français, actionnaire, doit agir!

Nous savons que dans le secteur de la confection, une marque française au moins, Le Coq sportif, se fournit en Birmanie. La liste des entreprises françaises investissant en, ou commerçant avec, ce pays doit être établi pour qu'elles ne puissent pas continuer à faire discrètement affaire avec le complexe militaro-économique birman.

Parmi les premiers secteurs sociaux à initier le Mouvement de désobéissance civile se trouve le personnel soignant. La centrale syndicale CTUM a appelé à la grève générale du 8 février – elle a lancé un appel à la solidarité internationale⁵, ainsi que la Fédération FGWM (habillement)⁶. Ces syndicats font partie du MDC. Pour l'heure, cependant, le syndicalisme en France tarde à se mobiliser, du moins de façon visible.

La crise, en Birmanie, rebat des cartes. Des mobilisations spontanées contre la junte, impliquant souvent des jeunes, se sont produites dans la plupart des territoires de la « périphérie » où vivent les minorités nationales. Leurs autorités (parlements nationaux), leurs forces armées et leurs principaux partis ont rarement officiellement clarifié leurs positions face au coup de force des militaires. Elles réagissent cependant quand la répression frappe leurs concitoyennes.

2. ESSF (article 57272), « Électricité de France (EDF) de suspendre son projet de méga-barrage Shweli-3 en Birmanie ».

3. CPHR : Committee Representing Pyidaungsu Hluttaw – à savoir le parlement en résistance.

4. ESSF (article 57273), « Birmanie : Total doit cesser de financer la junte ».

5. ESSF (article 57087), « Solidarity Now : The Confederation of Trade Unions Myanmar calls for comprehensive sanctions – “To finish off the regime and its structure” ».

6. ESSF (article 57089), « Myanmar : Statement Regarding Global Apparel Brands – “In our time of greatest need, we call on the brands to support us in defense of our fundamental rights and futures” ».

Des liens de solidarité se tissent entre minorités nationales et Bamars (ethnie majoritaire peuplant le bassin de l'Irrawaddy), ce qui est porteur d'espoir. Des États ethniques commencent à protéger les membres du CRPH qui se réfugiaient sur leur sol. En retour la LND d'Aung San Suu Kyi s'engage à discuter avec eux de ce que pourrait être un véritable fédéralisme.

Que l'on soutienne le respect des droits humains, les libertés syndicales ou de presse, les peuples des forêts et montagnes, le combat des femmes, les paysans et pêcheurs, les communautés locales victimes



de l'industrie du bois ou des lobbies miniers... ce qui se passe en Birmanie nous concerne. Force est cependant de remarquer qu'il n'y a pas, en France, la multiplicité d'initiatives que l'on trouve dans d'autres pays européens qui permettent, par exemple, de révéler le nom des entreprises compromises dans les fournitures à la junte de moyens de répression et de surveillance, ou complice de la surexploitation des travailleuses du textile.

La crise birmane est une piqûre de rappel sur les insuffisances des mouvements de solidarité en France.

Les associations de défense des droits humains, écologiques et de solidarité ont réagi, en France, en publiant un communiqué commun sur Total, mais leur capacité à mobiliser est limitée. À gauche, en ce qui concerne les partis, à ma connaissance le NPA semble le seul à avoir publié un communiqué dénonçant le coup d'État⁷. Il couvre régulièrement l'évolution de la situation en Birmanie dans ses publications. La revue *Contretemps* publie un dossier, «*La Birmanie,*

front incandescent de l'Asie orientale». En Suisse, la rédaction de *À l'Encontre* a souligné la portée de «l'insurrection démocratique», prise de position reproduite dans *Contretemps* en ligne. Elle multiplie les traductions d'articles anglais⁸. *L'Humanité* suit la crise, mais force est de reconnaître que, dans l'ensemble, la gauche française reste assez inaudible, sept semaines

7. ESSF (article 56990), «Solidarité avec le peuple Birman».

8. Ces traductions sont disponibles sur ESSF qui remercie *À l'Encontre* pour ce travail très utile.

après le putsch. Une prise de position unitaire pour s'engager collectivement dans la solidarité serait importante.

L'association Europe solidaire sans frontières (ESSF), via son site Internet, fournit au jour le jour une information très complète en français et anglais. Elle a lancé dans l'urgence un appel à la solidarité financière avec la résistance démocratique⁹. Par l'intermédiaire de nos contacts dans la région, nous pouvons apporter un soutien à des composantes actives du mouvement de désobéissance civile et favoriser l'unité de lutte en train de se forger des minorités ethniques de la périphérie et les Bamars. Nous espérons que cet appel sera entendu.

UN COMBAT SOLIDAIRE D'ENVERGURE RÉGIONALE

La situation dans la région se dégrade à nouveau. La répression s'est brusquement durcie en Thaïlande, où de lourdes peines de prison sont prononcées pour lèse-majesté, mais la contestation de l'autocratie royale n'est pas muselée pour autant. Le président philippin Duterte, coupable de multiples crimes, a déclaré une guerre totale à la gauche révolutionnaire, toutes composantes confondues, et menace l'ensemble des réseaux progressistes ou de défense des droits humains, mais la résistance à sa dictature se réorganise en conséquence. En Inde, le régime Modi attise toujours plus l'ultranationalisme hindouiste, mais les mobilisations sociales gagnent dans ce pays une ampleur remarquable. La résistance démocratique en Birmanie est aujourd'hui le «front incandescent» d'une région qui connaît plus d'un front chaud.

9. ESSF (article 57155), «Birmanie / Myanmar: Face à une dictature militaire meurtrière, un appel urgent à la solidarité financière avec les organisations populaires».

NOTE D'INFORMATION SUR LE COUP D'ÉTAT

NOTE DU SECTEUR INTERNATIONAL DE LA CGT¹

Le 1^{er} février 2021, l'armée a renversé le gouvernement civil dirigé par la Ligue nationale pour la démocratie, a refusé aux parlementaires élu·es d'installer la nouvelle assemblée et de former un gouvernement civil. Depuis lors, l'armée mène une guerre contre le peuple. Les généraux veulent revenir aux temps sombres de la dictature. Le coup d'État menace d'annuler les acquis du Myanmar en matière de droits démocratiques. Un mouvement ouvrier fort s'est construit depuis une décennie grâce à la lutte militante des travailleur·euses, les préparant à une forte présence dans le soulèvement actuel. S'appuyant sur les débrayages croissants des travailleur·euses des secteurs public et privé au cours des trois dernières semaines, les grèves générales depuis le 22 février offrent maintenant le meilleur espoir de résister au coup d'État et de bâtir un mouvement syndical plus fort au-delà.

PARMI LES SECTEURS EN GRÈVES

Le collectage des ordures (ménagères, les ordures militaires ne sont pas concernées), les pompiers, les travailleur·euses du secteur électrique, les employés de banque, les travailleur·euses du textile et de l'habillement, les enseignant·es (enseignement primaire et supérieur et les écoles monastiques), les journalistes, les employé·es des administrations municipales

et des ministères du commerce, de l'électricité et de l'énergie, des transports et des communications, de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation se sont joints aux actions de grève, laissant de nombreux départements désertés la semaine dernière. Les actions syndicales ont frappé particulièrement durement le secteur des transports. Selon un responsable des chemins de fer du Myanmar (MR), 99 % des employé·es des chemins de fer sont en grève, ce qui entraîne la fermeture des services ferroviaires. Les grévistes ont réussi à fermer l'entreprise pétrolière et gazière du Myanmar contrôlée par l'armée (et Total), les compagnies aériennes nationales, les mines, les chantiers de construction, les usines de confection et les écoles, entraînant des coûts financiers pour les dirigeants militaires. Les travailleur·euses ont été rejoints par des consommateur·trices boycottant les vastes intérêts commerciaux de l'armée dans les produits alimentaires et les boissons, les cigarettes, l'industrie du divertissement, les fournisseurs de services Internet, les banques, les entreprises financières, les hôpitaux, les sociétés pétrolières, les marchés de gros et les commerces de détail.

Tard dans la soirée du vendredi 26 février, l'armée a déclaré illégales la plupart des organisations syndicales du pays dont CTUM², avec menace d'arrestations si leurs activités se poursuivent. Dans la réalité dès le 22 février, de nombreux membres de la CEC de CTUM et de dirigeant·e·s syndicaux·ales ont été arrêté·e·s. Parmi les personnes interpellées et maintenues au secret figure le secrétaire général des jeunes CTUM qui est en charge des relations

1. www.syndicollectif.fr/secteur-international-cgt-note-sur-le-myanmar/.

2. Confédération des syndicats du Myanmar.

avec la CGT. Le président et la secrétaire générale de CTUM, cachés depuis le 1^{er} février, bien qu'activement recherchés, n'ont, pour l'instant, pas été interpellés. Enfin notons que la position d'Aung San Suu Kyi, arrêtée et inculpée, face à l'armée a été ambiguë, notamment face au génocide à l'encontre des Rohingyas. Elle ira même jusqu'à défendre le Myanmar devant la Cour internationale de justice, en décembre 2019, alors que les généraux birmanes sont accusés de «génocide» par les Nations unies. Peu de temps avant, lors d'un déplacement à Singapour, elle affirmait que ses rapports avec l'armée «n'étaient pas si mauvais» et que les généraux disposant de postes ministériels-clés dans son gouvernement (défense, intérieur, frontières) étaient «plutôt gentils».

BRAVE ET NON-VIOLENT : LE MOUVEMENT DE DÉSŒBÉISSANCE CIVILE

Alors que le nombre augmente de jour en jour, des centaines de milliers de manifestant·es, comprenant des étudiant·es, des travailleur·euses, des fonctionnaires et des entrepreneurs·euses privés, descendent dans la rue pour demander la libération de leurs dirigeant·es démocratiquement élu·es, et le rétablissement de la démocratie. Ainsi, le 22 février 2021, environ dix millions de personnes à travers le pays se sont jointes à une grève générale et à des manifestations de masse. Dans le cadre d'un mouvement massif de désobéissance civile à travers le pays, les grévistes (fonctionnaires, pilotes, conducteurs de train, médecins, ouvriers du textile, etc.) ne se présentent plus au travail.

L'armée a déclaré la loi martiale et se montre de plus en plus violente contre les manifestant·es pacifiques en faveur de la démocratie, allant même jusqu'à utiliser des balles en caoutchouc et des balles

réelles. Au moins 24 manifestant·es pacifiques ont été abattu·es par les militaires. L'un d'eux, âgé de seulement 16 ans, a été abattu alors qu'il tentait de sauver des blessés à Mandalay. Des dizaines ont été grièvement blessé·es. Des volontaires secouristes ont même été pris pour cible pour avoir tenté d'aider les manifestant·es blessé·es. Dans le même temps, le régime a libéré plus de 23 000 détenu·es de droit commun de prison qui terrorisent maintenant la population par des incendies criminels, empoisonnant l'approvisionnement en eau et menaçant les gens la nuit. Les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Twitter) sont interdits et les fournisseurs de télécommunications sont régulièrement contraints de couper Internet. Plus de 600 prisonnier·e·s politiques sont enfermé·es depuis le 1^{er} février. L'armée demande aux propriétaires d'usines de divulguer les noms et adresses des dirigeants syndicaux pour les arrêter et fait du porte-à-porte dans les dortoirs et les auberges de jeunesse à leur recherche.

POSITIONNEMENT DE NOS INTERLOCUTEURS SYNDICAUX : AUCUNE RELATION COMMERCIALE ET DIPLOMATIQUE AVEC LA JUNTE

CTUM et IWFM³ demandent aux syndicats et aux organisations de la société civile du monde entier de se joindre à eux pour appeler les multinationales opérant au Myanmar à :

- condamner publiquement le coup d'État militaire au Myanmar ;
- publier une déclaration selon laquelle le coup d'État militaire, s'il se poursuit, aura un effet négatif sur les futurs investissements internationaux et sur

3. Fédération des travailleurs industriels du Myanmar, plus grosse fédération professionnelle du Myanmar.

l'économie et le développement social du Myanmar. Les multinationales doivent indiquer clairement leur volonté de s'engager dans une démarche de responsabilité sociale des entreprises.

Les multinationales doivent faire preuve de diligence raisonnable pour s'assurer qu'il n'y a pas de liens commerciaux ou d'investissements qui appartiennent directement ou sont associés à l'armée dans leur chaîne d'approvisionnement. CTUM appelle par ailleurs les gouvernements nationaux, syndicats nationaux et internationaux et les organisations de la société civile à soutenir les travailleuses qui ont voté aux élections démocratiques de novembre 2020 et à mettre en œuvre des sanctions économiques globales pour empêcher tout revenu pour l'armée.

LES ENTREPRISES FRANÇAISES IMPLIQUÉES AU MYANMAR

Liste non exhaustive: Schneider Electric, Total (principal soutien financier de l'armée du Myanmar), Novotel, Razel, Bred, Bolloré, Mercure, Ibis, Sofitel, FMIDecaux, Air France, CMA Ships, Carrefour, Peugeot, Avis, le Coq sportif...

MYANMAR OU BIRMANIE ?

En 1989, la dictature militaire décida de rebaptiser le pays en modifiant le nom anglais jusqu'alors utilisé: Burma⁴ devint Myanmar⁵. D'autres noms de lieux ont connu une évolution comparable: Rangoon est devenu Yangon; Moulmein, Mawlamyine; Irrawaddy, Ayeyarwady; et Maymyo, Pyin Oo Lwin...

Cette «birmanisation» poursuivait un triple objectif:

4. Le pays des Bamans, ethnie majoritaire du pays colonisé par le Royaume-Uni.

5. La traduction littérale du mot Myanmar est «fort et rapide», enlevant toute corrélation à une ethnie précise.

rompre définitivement le lien psychologique avec le passé colonial – affirmer indirectement la diversité de la nation, le terme Myanmar étant censé représenter une entité plus large que celle désignée par le mot Burma, formé par les Britanniques à partir du terme Bamar, désignant l'ethnie majoritaire. Les Bamars constituant 75 à 80 % de la population du Myanmar, le mot Burma de fait exclut «symboliquement et politiquement» les autres ethnies. Cette réforme n'a rien changé pour les Birmans eux-mêmes qui désignaient déjà en birman leur pays sous le terme Myanmar. Ce changement de nom, à l'instar de la junte militaire, a conduit à des clivages caricaturaux, dont le compromis retenu par l'Union européenne, comme la France, qui désigne le pays dans tous ses documents officiels en anglais sous le terme de Burma/Myanmar et traduit le même terme dans la langue du pays en Myanmar uniquement. De 1989 à 2011, les opposants à la junte militaire et les partisans de la démocratie refusèrent de reconnaître la dénomination de Myanmar. Ce n'est qu'à partir de 2011, et la levée de l'assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi que ce terme a été, progressivement, admis par tous les habitants et organisations du Myanmar⁶.

4 MARS 2021

6. En réalité, certaines ethnies, anciennes forces supplétives du pouvoir colonial anglais, continuent à utiliser la dénomination «Burma».

LE MOUVEMENT OUVRIER EST AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE L'AUTORITARISME

ENTRETIEN AVEC MA MOE SANDAR

Avant le nouveau coup d'État au Myanmar (Birmanie), Kevin Lin, militant syndical des États-Unis, a interviewé Ma Moe Sandar Mynt, responsable de la Fédération des travailleurs du vêtement.

Le coup d'État au Myanmar a mis en évidence les fragiles bases de la transition démocratique du pays. Nous nous sommes entretenus avec une organisatrice du mouvement syndical en plein essor au Myanmar, qui sera au cœur de la lutte contre l'autoritarisme dans les jours et les mois à venir. Lundi, les militaires du Myanmar ont pris le pouvoir par un coup d'État, déposant l'ancienne star internationale Aung San Suu Kyi. Le putsch militaire a mis en évidence de manière dramatique les failles fondamentales de la transition démocratique du Myanmar, largement saluée, qui avait attiré l'attention du monde entier avec la libération de Suu Kyi en 2010 et la tenue des premières élections démocratiques depuis des décennies en 2015. La Constitution de 2008 qui régit le pays accorde à l'armée le contrôle total des principaux ministères et une large autorité pour déclarer l'état d'urgence. La question de savoir comment la population du Myanmar va réagir se pose maintenant. Suu Kyi et son parti restent populaires dans le pays malgré son passé brutal – qui a notamment permis le nettoyage ethnique des Rohingyas musulmans – car ils sont considérés comme représentants

la fin du régime militaire et une ouverture accrue sur le monde.

Pendant ce temps, le personnel médical des grandes villes a appelé à la grève, la plus grande fédération syndicale du pays exhorte les gens à ne pas coopérer avec le gouvernement militaire sur les questions de travail, et un groupe Facebook intitulé «mouvement de désobéissance civile» compte 180 000 inscrit·es. Le mouvement ouvrier du Myanmar s'est développé avant même la démocratisation partielle. En 2009-2010, une importante vague de grèves a balayé les usines de confection du pays, pour la plupart détenues par des étrangers. Face à ce conflit, le gouvernement a choisi la coercition: il a mis sous sa coupe les usines et forcé les travailleur·euses et les employeurs à conclure un accord, sapant ainsi l'élan du mouvement. Mais en 2011, l'interdiction des syndicats a été levée, et l'année suivante, la négociation collective a été légalisée. La syndicalisation a commencé à prendre forme. Les organisations de défense des droits des travailleur·euses qui avaient aidé les migrant·es birman·es en Thaïlande se sont installées au Myanmar et se sont unies aux syndicalistes précédemment clandestins. De nombreux militant·es syndicaux ont fait appel au régime libéral fondé sur les droits afin de mobiliser les travailleur·euses et d'obtenir la protection de leurs syndicats.

Par-dessus tout, les grèves ont été essentielles à la construction du mouvement. En 2019, une vague de débrayage a pris son envol dans le secteur de l'habillement, désormais massif, qui emploie environ six cent mille travailleur·euses et fabrique le principal produit

d'exportation du Myanmar, avant de se heurter à la pandémie Covid-19 et à ses diverses restrictions.

Peu avant le coup d'État, nous avons parlé avec Ma Moe Sandar Myint de la Fédération des travailleur·euses de l'habillement du Myanmar, une des principales organisatrices de la récente vague de grèves, afin d'avoir une meilleure idée des luttes des travailleur·euses au Myanmar. Nous avons essayé de la joindre après le putsch, mais les communications sont actuellement perturbées dans le pays. Ce qui est certain, cependant, c'est que la lutte contre l'autori-

la manière dont les employeurs traitent les travailleur·euses et le syndicat. La grève est donc une coutume ici. Pendant la grève, les organisateur·trices syndicaux demandent aux travailleur·euses ce qu'ils exigent de l'employeur. Ils et elles relèvent les revendications émises pendant la grève par différents services ou différentes lignes de production. La participation est élevée pendant les grèves. Les travailleur·euses ne restent pas à la maison. Les travailleur·euses viennent à l'usine comme un jour de travail normal avec leur déjeuner, puis elles et ils restent toute la journée.



tarisme au Myanmar sera intimement liée au succès de son mouvement ouvrier. [...]

J'aimerais me concentrer sur une chose que vous avez dite : le syndicat est formé par la grève. Pourquoi pensez-vous que c'est si important ?

La plupart des syndicats stables sont issus de grèves, et la plupart des syndicats de nos fédérations ont connu au moins deux ou trois grèves. Même après une grève, il y aura une autre grève, en fonction de

Vous avez mis l'accent sur la participation des travailleur·euses. Pouvez-vous nous en dire plus sur la démocratie syndicale dans le mouvement ?

Pour que la négociation soit menée, les travailleur·euses doivent voter pour savoir s'ils préfèrent telle ou telle solution. Les dirigeant·es syndicaux sont également élu·es. Les travailleur·euses élisent les membres du comité exécutif du syndicat. Selon le droit du travail du Myanmar, le comité exécutif est composé de sept membres. Ces sept membres

du comité exécutif sont pour la plupart élus au moment des grèves. Les usines sont énormes, de sorte que quelques comités exécutifs ne peuvent pas couvrir l'ensemble de la main-d'œuvre. Chaque département ou chaque chaîne de production élit ses délégué·es syndicaux en fonction du nombre de travailleur·euses. Les organisateur·trices et la fédération syndicale comprennent que le pouvoir est entre les mains des travailleur·euses, et que les syndicats ont leur propre autonomie. Ce que font les dirigeant·es de la fédération, c'est donner des suggestions et soutenir les grèves.

Le droit du travail au Myanmar est-il favorable aux travailleur·euses?

Le droit du travail ne permet pas la représentation des travailleur·euses. La raison pour laquelle le mouvement ouvrier progresse est que les travailleur·euses sont prêts à faire la grève. C'est ce qui fait que le mouvement syndical se développe. Pour améliorer les lois et représenter la voix des travailleur·euses, ceux-ci doivent devenir forts. Ils ont besoin de grèves, parce qu'à partir de la grève, ils forment des syndicats, et ils forment le mouvement ouvrier. C'est ainsi que cela se passe.

Comment vous êtes-vous impliquée dans l'organisation du travail?

Je travaille dans le secteur de l'habillement depuis ma jeunesse. Nous avons des vacances d'été au lycée, alors pendant ces vacances, je suis allée travailler comme ouvrière dans une usine de confection. En 2000, j'ai terminé le lycée et je suis allée directement à l'usine de confection pour y travailler comme employée de bureau. En 2015, il y a eu des changements concernant le salaire minimum au Myanmar. À cette époque, le salaire minimum

était de 3 600 Kyawt par jour [environ 2,22 euros]. Dans mon usine, l'employeur n'a pas payé le salaire minimum conformément à ce qui était fixé par le gouvernement. Les travailleur·euses se sont mis en grève pendant plusieurs jours. L'employeur a dit qu'il rendrait l'argent, alors les travailleur·euses ont mis fin à la grève. Cependant, l'employeur n'a pas tenu sa promesse, et les travailleur·euses ont donc engagé des actions de ralentissement du travail. L'employeur a riposté en retenant les salaires. L'affaire a été soumise au mécanisme de règlement des différends du Myanmar, et la Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM) a aidé les travailleur·euses à former un syndicat. Je n'étais que membre du syndicat à l'époque. Pendant cette période, l'employeur a poursuivi les seize dirigeant·es ouvrier·e en vertu de l'article 341 du Code pénal pour le blocage d'une porte. L'employeur voulait effrayer les travailleur·euses, les avertissant que «le Code pénal peut vous envoyer en prison». L'un des dirigeants ouvriers m'a interrogé sur cet article. Je ne le connaissais pas, alors j'ai parlé à mon mari qui m'a dit que ce n'était pas si grave. J'ai également parlé à une dirigeante et j'ai appris qu'invoquer ce Code pénal n'était pas sérieux. J'ai donc commencé à parler avec les dirigeants des travailleur·euses et d'autres travailleur·euses qui ont commencé à me faire confiance. Les travailleur·euses n'étaient pas satisfaits de leurs dirigeants actuels. Les travailleur·euses voulaient aller dehors et faire la grève. Une dirigeante ouvrière a décidé de mener la grève. Il y avait 306 travailleur·euses là-bas, et 220 travailleur·euses l'ont suivi pour faire la grève. C'est ainsi que je me suis impliqué dans le mouvement ouvrier.

En tant que travailleuse, comment le fait que 90 % des travailleur·euses de l'habillement au

Myanmar sont des femmes affecte-t-il votre organisation?

Il y a huit ou neuf ans, les grèves étaient menées par des hommes. Les employeurs ont décidé de ne plus embaucher de travailleurs masculins à des salaires trop élevés. Les femmes ont été embauchées parce que les employeurs pensaient qu'elles ne se battraient pas contre l'employeur. C'est le contraire qui s'est produit. Les travailleuses sont également prêtes à se mettre en grève. En ce qui concerne l'organisation, il est facile, lorsque vous êtes du même sexe, de parler aux autres travailleur·euses et de les convaincre. Un obstacle vient des parents; un autre obstacle est le partenaire ou, si le travailleur est marié, le conjoint. Mais contre toute attente, les femmes abandonnent les coutumes et les traditions et se battent. Dans les fédérations, en particulier, la plupart des dirigeantes sont des jeunes femmes qui donnent de leur temps et de leur énergie pour se battre pour les travailleur·euses, et elles font beaucoup de sacrifices. Elles sont même prêtes à divorcer de leur conjoint. Et lorsqu'elles se mettent en grève, ces femmes dirigeantes ne craignent pas d'être licenciées. Elles surmontent leur peur, et elles s'engagent. Je suis très fière des travailleuses qui dirigent les grèves et le mouvement.

Vous travaillez dans des usines depuis longtemps. Vous avez vu la transition vers une démocratisation partielle. Quelle différence cela a-t-il fait?

Vers 2000, il n'y avait que quelques nouvelles usines, et les ouvrier·es travaillaient du matin au soir. Certain·es travaillaient même toute l'année sans prendre de congé parce qu'ils ou elles ne connaissaient pas leurs droits. Et, les gens ne pouvaient pas se rassembler à cause du régime militaire. Après 2010, le téléphone et Internet ont permis aux

travailleur·euses d'obtenir des informations. Les travailleur·euses ont appris à connaître leurs droits et ont pris conscience de ce qui se passait ailleurs. Il y avait également beaucoup plus d'usines, ce qui a permis aux travailleur·euses de se rapprocher les un·es des autres. En 2000, les travailleur·euses acceptaient que l'employeur soit comme un dieu, parce qu'il leur donnait de la nourriture et un salaire. Mais après 2010, les opinions sur les employeurs ont changé et les travailleur·euses ont appris à connaître leurs droits.

Comment le Covid-19 a-t-il affecté le mouvement ouvrier au Myanmar?

Lorsque le Covid-19 a frappé, le gouvernement a imposé des restrictions sur les rassemblements de personnes. Les travailleur·euses ne pouvaient plus installer un camp de grève à l'extérieur des usines, ce qui les a empêchés de faire la grève. Comme les grèves n'ont pas eu lieu, des syndicats ne se sont pas formés. Le Covid-19 a également donné aux employeurs le pouvoir d'opprimer les travailleur·euses, de les licencier et de sévir contre les syndicats. Comme les commandes sont de plus en plus rares, les employeurs prévoient de réduire la main-d'œuvre. Bien que nous ne puissions pas frapper, nous devons rester fort·es et résistant·es, et lorsque les restrictions Covid-19 seront levées, nous nous défendrons. La vague de grève se reproduira alors.

8 FÉVRIER 2021

TRADUCTION: PATRICK LE TRÉHONDAT

SOURCE

www.jacobinmag.com/2021/02/myanmar-labor-movement-authoritarianism-coup
<https://syndicollectif.fr/birmanie-interview-dune-syndicaille-textile/>

LES TRAVAILLEURS, LES TRAVAILLEUSES ET LES SYNDICATS EN PREMIÈRE LIGNE DANS LA LUTTE CONTRE LE COUP D'ÉTAT

KEVIN LIN

Des travailleur·euses de l'habillement en grève ont manifesté devant les bureaux de l'Organisation internationale du travail à Yangon, au Myanmar, en début de la semaine, pour exiger que les marques mondiales de vêtements veillent à ce que les travailleur·euses ne soient pas réprimé·es pour avoir participé à des manifestations prodémocratiques. Tard dans la soirée du vendredi 26 février (heure locale), l'armée du Myanmar a déclaré illégales la plupart des organisations syndicales du pays à la télévision publique, avec la menace d'arrestations si leurs activités se poursuivent, ce qui ajoute à l'urgence des activités de solidarité internationale.

Le 1^{er} février, les militaires du Myanmar ont organisé un coup d'État et ont pris le pouvoir contre le gouvernement civil élu sous le prétexte d'une fraude électorale présumée. Les dirigeants du coup d'État ont arrêté les principaux dirigeant·es et militant·s, ont coupé l'Internet et ont suspendu les vols aériens. Cela marque un tournant sombre et incertain dans l'expérience de démocratisation partielle du pays, qui dure depuis dix ans. Le coup d'État menace d'annuler les progrès réalisés au Myanmar en matière de droits démocratiques. Un puissant mouvement ouvrier s'est construit depuis une décennie grâce à la lutte militante des ouvrier·es d'usine, leur permettant d'avoir une forte participation dans le soulèvement actuel en défense de la démocratie. Après les débrayages croissants des travailleur·euses des secteurs public

et privé au cours des trois dernières semaines, les grèves générales depuis le 22 février offrent maintenant le meilleur espoir de résister au coup d'État et de construire un mouvement ouvrier plus fort.

LES TRAVAILLEUR·EUSES SE RÉVOLTE

Peu après la déclaration du coup d'État, un mouvement de désobéissance civile massif a vu le jour, avec les travailleur·euses et les syndicats en première ligne. Lors de l'une des premières mobilisations, les travailleur·euses médicaux de plus de 110 hôpitaux et services de santé dans 50 villes du Myanmar ont été parmi les premiers à se soulever et à se mettre en grève, deux jours après le coup d'État.

Dans un hôpital gouvernemental, 38 des 40 médecins et 50 des 70 infirmières ont fait grève. «Il est impossible de travailler sous une dictature», a déclaré le Dr Kyaw Zin, un chirurgien qui a mené l'une des premières grèves :

Je suis presque sûr que nous pouvons faire tomber le régime. Nous ne reprendrons jamais le travail tant que [le général Min Aung Hlaing, le chef du coup d'État] ne se sera pas retiré. Il n'a pas le droit de nous dire de venir travailler, parce que personne ne le reconnaît comme le chef.

Les fédérations syndicales se sont rapidement mobilisées. La Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM), la plus grande fédération syndicale du Myanmar, a appelé à la première grève

générale le 8 février. Malgré les menaces d'arrestation et les tactiques répressives croissantes du gouvernement, les travailleur·euses d'un grand nombre de secteurs, notamment les éboueurs, les pompiers, les électriciens, les employé·es de banques privées et les travailleur·euses de l'industrie du vêtement, ont déclenché des vagues de grèves et beaucoup se sont joints aux manifestations de rue.

Les enseignant·es ont rapidement rejoint le mouvement avec leurs élèves. Sept syndicats d'enseignant·es, dont la Fédération des enseignant·es du Myanmar, forte de 100 000 membres, qui syndique l'enseignement primaire et supérieur et les écoles des monastères, ont annoncé des arrêts de travail.

Les journalistes aussi ont quitté leur emploi. En réaction au coup d'État et aux menaces pesant sur la liberté des médias, les membres du Conseil de presse du Myanmar et plus d'une douzaine de journalistes du *Myanmar Times* ont démissionné.

Il est important de noter que les employé·es des administrations municipales et des ministères du commerce, de l'électricité et de l'énergie, des transports et des communications, de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation se sont joint·es aux actions de grève, laissant de nombreux secteurs sans activité et déserts la semaine dernière. Les actions syndicales ont particulièrement touché le secteur des transports. Selon un responsable des chemins de fer du Myanmar (MR), 99 % des employés des chemins de fer sont en grève, ce qui entraîne l'arrêt des services ferroviaires.

Les travailleur·euses en grève ont réussi à faire fermer la Myanmar Oil and Gas Enterprise, la Myanmar National Airlines, les mines, les chantiers de construction, les usines de vêtements et les écoles, sous contrôle militaire, ce qui a entraîné un coût économique pour les dirigeants militaires. Les travailleur·euses ont été rejoints par les consommateur·trices qui boycottent

les intérêts commerciaux des entreprises liées à l'armée dans les domaines des produits alimentaires et des boissons, des cigarettes, de l'industrie du divertissement, des fournisseurs de services Internet, des banques, des entreprises financières, des hôpitaux, des compagnies pétrolières, des marchés de gros et des commerces de détail.

L'armée a réagi par la répression. Des travailleur·euses et des étudiant·es ont été arrêté·es pour avoir participé à des manifestations pacifiques, et l'armée a commencé à utiliser une violence meurtrière, tuant déjà trois personnes.

LES TRAVAILLEUR·EUSES DE L'HABILLEMENT ONT OUVERT LA VOIE

Le militantisme des travailleur·euses du Myanmar se développe depuis plusieurs années. Lorsque le pays s'est ouvert aux investissements étrangers directs il y a près de dix ans, le gouvernement a accepté de procéder à d'importantes réformes du droit du travail, en légalisant les syndicats et en codifiant les droits du travail dans la loi de 2011 sur l'organisation du travail. Il a également intégré des mécanismes de résolution des conflits du travail dans sa loi de 2012.

Cependant, les militant·es syndicaux du Myanmar ont fait valoir que les lois cherchaient à canaliser les travailleur·euses vers des voies légales, qui sont bien moins puissantes que leurs actions militantes et massives pour exiger de réelles améliorations des conditions de travail difficiles et du faible salaire minimum, qui s'élève actuellement à 4 800 kyats (3,26 dollars américains par jour).

Une vague de grèves militantes a balayé le secteur de l'habillement en 2019 pour réclamer des salaires plus élevés et des conditions de travail plus sûres. Cette industrie de 6 milliards de dollars, qui emploie 700 000 travailleur·euses, pour la plupart des femmes,

fournit des marques mondiales telles que H&M, Zara, C&A, entre autres. Elle représentait 30 % des exportations du Myanmar en 2019, contre 7 % en 2011, lorsque les réformes démocratiques du pays ont commencé.

«Quand une grève a lieu, les autres travailleur·euses voient que la grève fonctionne», a déclaré Daw Moe Sandar Myint, dirigeante de la Fédération des travailleur·euses de l'habillement du Myanmar et elle-même ancienne travailleuse de l'habillement, en décrivant la vague de grève dans le secteur de l'habillement. «Ils en viennent à connaître le goût de la

conditions de travail meilleures ont également été ignorées, et ils ont subi des réductions de salaire ou des retards dans leur paiement. Beaucoup ont riposté malgré des conditions d'organisation plus difficiles; les travailleur·euses de plusieurs usines se sont mis en grève au début de la pandémie pour recevoir leurs salaires impayés et des indemnités de licenciement.

Par exemple, en mars 2020, l'usine de vêtements Myan Mode a licencié définitivement les 520 membres du syndicat et a retenu leurs salaires, prétextant le Covid, tout en conservant ses 700 travailleur·euses non syndiquées. Le syndicat a organisé



grève, et c'est un bon goût. La grève leur donne aussi le syndicat.»

Mais le début de Covid a été un revers pour les luttes syndicales militantes, interrompant la vague de grève et la syndicalisation croissante dans le secteur. Les employeurs ont profité des perturbations de l'activité économique provoquées par la pandémie pour démanteler les syndicats en licenciant leurs membres.

Les revendications des travailleur·euses d'usine pour une augmentation du salaire minimum et des

des protestations et a pu obtenir le paiement des salaires des travailleur·euses licencié·es.

Malgré les revers subis pendant la pandémie, lorsque l'armée du Myanmar s'est employée à attaquer la démocratie, de nombreux travailleur·euses de l'habillement ont estimé qu'ils en avaient eu assez et qu'ils étaient prêts à se battre. «Les travailleur·euses étaient déjà en colère, ils étaient déjà mobilisés», a déclaré Daw Moe Sandar Myint, qui a été en première ligne du mouvement contre le coup d'État.

«Un sentiment familier de souffrance était revenu et elles et ils ne pouvaient pas rester silencieux·euses.» Cette colère l'a poussée, elle et beaucoup d'autres, à mener les ouvrier·es d'usine dans le mouvement.

Les travailleur·euses de l'habillement ont été parmi les premiers à appeler à des manifestations de rue et à se mobiliser dans la rue malgré l'avertissement sévère des chefs du coup d'État. Ces appels ont contribué à renforcer la confiance du mouvement de désobéissance civile. Comme le souligne Andrew Tillett-Saks, un syndicaliste basé au Myanmar :

Le spectacle des travailleur·euses de l'industrie, en grande partie des jeunes femmes travaillant dans l'habillement, semble avoir profondément inspiré le grand public, brisé une partie de la peur, et catalysé les protestations massives et la grève générale que nous observons maintenant.

«Les travailleur·euses et les syndicats sont la principale force du mouvement à Yangon [la plus grande ville du pays]», a déclaré Thet Swe Win, militante du travail et des droits de l'homme. «Parce qu'il y a plusieurs milliers de travailleur·euses des usines, leurs rassemblements dans la rue vont attirer beaucoup d'attention de la population.» «Ils et elles prennent beaucoup de risques lors de ces mobilisations», a-t-elle déclaré. «Beaucoup de dirigeant·es syndicaux ont déjà été licencié·es auparavant. Ils et elles ont été réprimé·es par le gouvernement et les propriétaires d'usines. Elles et ils sont très vulnérables, mais sont très dévoué·es».

Pour son rôle dans la mobilisation et l'organisation des travailleur·euses de l'habillement dans le mouvement de désobéissance civile, la maison de Daw Moe Sandar Myint a été perquisitionnée le 6 février. Elle a pu éviter l'arrestation et continue miraculeusement à diriger les protestations de jour. Mais la nuit, elle doit se cacher car les autorités la recherchent.

La participation organisée des travailleur·euses et de leurs syndicats dans les secteurs public et privé est l'un des facteurs les plus cruciaux pour faire avancer le mouvement de désobéissance civile et déterminer l'avenir du Myanmar.

Tillett-Saks a souligné que le mouvement de désobéissance civile a été mené principalement par des employé·es du gouvernement et des travailleur·euses de l'industrie du vêtement dans le secteur privé. Il estime qu'ils constituent la dernière ligne de défense contre la dictature militaire. Les grèves générales les plus récentes, depuis le 22 février, ont vu la participation des travailleur·euses d'un plus large éventail de la société du Myanmar. Le défi reste d'étendre le militantisme des travailleur·euses et d'accroître le nombre de grèves parmi un plus grand nombre de travailleur·euses du secteur privé et les travailleur·euses non syndiqués.

POURQUOI LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EST IMPORTANTE

Face à la répression croissante de l'armée – y compris par l'émission de mandats d'arrêt contre huit dirigeants de la CTUM en début de semaine – la pression internationale est plus urgente que jamais pour protéger les droits démocratiques des travailleur·euses et de leurs syndicats. «Le soutien international signifie beaucoup pour nous», a déclaré Thet Swe Win. «Il nous aide à sentir que nous ne sommes pas seuls, et à savoir qu'il y a des gens qui soutiennent notre liberté». Des groupes de travailleur·euses et de défense des droits humains ont organisé des manifestations devant les ambassades du Myanmar et publié des déclarations de solidarité condamnant le coup d'État, en Thaïlande, au Japon, à Hong Kong, à Taïwan, au Cambodge et aux Philippines, entre autres.

CAISSE DE GRÈVE

Les travailleur·euses et les syndicats d'autres pays peuvent contribuer à une caisse de grève qui a été mis en place pour soutenir les syndicats du Myanmar. Le moment est venu d'exercer la pression directe nécessaire pour obliger les militaires à faire marche arrière. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi le mouvement a trouvé un écho et suscité un tel élan de soutien dans la région. Les manifestant·es d'autres pays expriment leur solidarité face au défi commun que représentent les régimes non démocratiques et la répression permanente contre les syndicalistes et les mouvements de la société civile. Des endroits comme Hong Kong et la Thaïlande ont récemment connu leurs propres mouvements de protestation démocratique de masse.

Kamz Deligente, du Centre pour les syndicats et les droits de l'homme aux Philippines, qui fait campagne contre les violentes attaques contre les syndicalistes dans le pays, a déclaré :

Le peuple philippin peut également s'identifier à la lutte du Myanmar, car notre gouvernement actuel, et plus précisément le pouvoir exécutif, est dominé par des militaires à la retraite et dirige *de facto* le pays sous une loi martiale. Cela a largement contribué à l'intensification des attaques contre les militant·es et les critiques de Duterte et de son administration.

LES TRAVAILLEUR·EUSES MIGRANT·ES

De nombreux pays de la région ont également des travailleur·euses migrants du Myanmar qui travaillent dans des usines, la construction, la pêche et d'autres secteurs. En Thaïlande, quelques dizaines de travailleur·euses migrants du Myanmar – le nombre total de migrant·es du Myanmar présents en Thaïlande

est estimé entre trois et quatre millions – ont manifesté devant l'ambassade du Myanmar dans les jours qui ont suivi le coup d'État.

Au Japon, des centaines de travailleur·euses du Myanmar ont également organisé une manifestation devant le bureau des Nations unies.

À Taiwan, environ 400 migrant·es du Myanmar se sont rassemblés pour condamner le coup d'État militaire dans la ville de New Taipei, où vivent beaucoup d'entre eux-elles. Lennon Ying-Dah Wong, de l'association Serve the People, qui travaille avec les travailleur·euses immigré·es, a averti :

Une dictature dirigée par la junte malfaisante pourrait adopter une politique d'exportation d'immigré·es afin de réduire ses frais, et ses citoyen·nes seraient obligé·es d'aller travailler à l'étranger, mais donc aussi négliger totalement leurs droits. Si cela se produit, cela mettra en danger les droits et le bien-être non seulement des travailleur·euses migrant·es birman·es, mais aussi de tous les travailleur·euses migrantes et des travailleur·euses taïwanais·es.

FAIRE PRESSION SUR LES MARQUES

La Fédération des travailleur·euses de l'industrie du Myanmar, le plus grand syndicat de travailleur·euses de l'habillement du pays, a appelé les syndicats mondiaux à faire pression sur les marques faisant des affaires au Myanmar, pour qu'elles condamnent le coup d'État et coupent les liens avec les entreprises qui profitent aux intérêts de l'armée (voir liste ci-dessous). Elle également demandé que les travailleur·euses soient protégés contre tout licenciement pour avoir protesté contre le coup d'État.

Dix syndicats internationaux représentant 200 millions de travailleur·euses ont demandé aux syndicats du monde entier d'intensifier la pression sur les gouvernements et les entreprises pour qu'ils s'attaquent

aux intérêts commerciaux de l'armée du Myanmar. Pour les syndicats et les travailleur·euses aux États-Unis et ailleurs, bâtir une solidarité concrète avec les travailleur·euses du Myanmar signifie répondre activement à ces appels en publiant des déclarations condamnant le coup d'État, en faisant pression sur les entreprises qui font des affaires au Myanmar pour qu'elles fassent de même, et en demandant aux employeurs de couper tout lien dans leurs chaînes d'approvisionnement avec les intérêts commerciaux de l'armée.

Les travailleur·euses du Myanmar ont démontré que les actions directes sont puissantes et qu'elles fonctionnent. Que ce soit en organisant et en participant à des grèves militantes sur leur lieu de travail, ou en quittant leur poste de travail et en se joignant à des manifestations de rue, ils et elles se battent pour défendre leurs droits démocratiques et obtenir une vie meilleure pour les travailleur·euses du pays et du monde entier. Elles et ils ont besoin de notre soutien et le méritent.

MARQUES AYANT DES ACTIVITÉS AU MYANMAR

La Fédération des travailleur·euses de l'industrie du Myanmar, le plus grand syndicat de travailleur·euses de l'habillement du pays, exige que les marques et les fournisseurs dénoncent publiquement le coup d'État et n'acceptent qu'aucun travailleur·euse fabriquant leurs vêtements ne soit sanctionné·e ou licencié·e pour avoir participé au mouvement de désobéissance civile.

Adidas (Allemagne)
Aldi Nord (Allemagne)
Benetton (Italie)
Bestseller (Danemark)
C&A (Pays Bas/Allemagne)
Calvin Klein (États-Unis)
Columbia Sportswear (États-Unis)
Groupe Cotton On (Australie)
La mariée de David (États-Unis)
Eddie Bauer (États-Unis)
Fruit of the Loom (États-Unis)
Gap (États-Unis)
H&M (Suède)
Hunkemoller (Pays-Bas)
Inditex (Espagne)
Itochu (Japon)
JCPenney (États-Unis)
Justin Alexander (États-Unis)
Kappahl (Suède)
Le Coq Sportif (France)
Lidl (Allemagne)
Lindex (Suède)
Mangue (Espagne)
Marks & Spencer (Royaume-Uni)
Matalan (Royaume-Uni)
Mizuno (Japon)
Muji (Japon)
New Look (Royaume-Uni)
Suivant (Royaume-Uni)
OVS (Italie)
Primark (Royaume-Uni)

26 FÉVRIER 2021

PUBLIÉ SUR LE SITE DE LABOR NOTES

TRADUCTION: PATRICK LE TRÉHONDAT

DANS LES CHEMINS DE FER, LES BANQUES, LES HÔPITAUX...

LES ORGANISATIONS MEMBRES DU RÉSEAU RAIL SANS FRONTIÈRE, ET DU RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTE

MYANMAR: SOLIDARITÉ AVEC LES CHEMINOTES ET CHEMINOTS DE RANGOUN

www.laboursolidarity.org/Myanmar-solidarite-avec-les

L'armée et la police bloquent la gare de Ma Hlwa Gone, à Rangoun. Environ 800 travailleurs et travailleuses des chemins de fer, et leurs familles, sont directement menacés par les forces répressives. Ils et elles sont visés par le pouvoir issu du coup d'État militaire, parce que partie prenante du vaste mouvement de désobéissance civile, dans lequel le mouvement syndical est en première ligne :

www.laboursolidarity.org/Myanmar-appel-a-la-greve

www.laboursolidarity.org/Les-travailleurs-les-travailleuses

Les organisations membres du Réseau rail sans frontière, et du Réseau syndical international de solidarité et de lutte apportent tout leur soutien aux cheminotes et cheminots de Birmanie, ainsi qu'à toutes celles et tous ceux qui luttent pour la défense de leurs droits et contre le coup d'État militaire.

Les travailleurs des banques privées du Myanmar se joignent à la grève nationale contre le coup d'État.

www.laboursolidarity.org/Les-travailleurs-des-banques

Les employé·es de banques privées du Myanmar ont rejoint le mouvement de désobéissance civile

(MDC) contre le régime militaire, qui a renversé le gouvernement démocratiquement élu le 1^{er} février.

La majorité des employé·es participant désormais au MDC, et approuvant son approche «pas de reconnaissance, pas de participation», les banques privées du pays ont, depuis le 8 février, fermé presque toutes leurs agences en raison d'un manque de personnel, ce qui a entraîné un ralentissement des services bancaires et des transactions financières. Les participant·es au mouvement ont déclaré lundi 15 février à *The Irrawaddy* qu'ils et elles poursuivaient le mouvement pour une deuxième semaine.

U Min Ko Naing, militant chevronné de la démocratie et leader du soulèvement de 1988, a déclaré sur sa page Facebook que c'était la semaine la plus importante à ce jour pour le mouvement de désobéissance civile, et a souligné le rôle clé des institutions financières. «Les banques, en particulier, sont les plus importantes [pour assurer le succès du MDC]», a-t-il déclaré dans un message vidéo.

Le conseil administratif de la région de Yangon aurait prévu de sécuriser les banques et de les aider à maintenir leurs opérations, mais avec le personnel qui maintenait le mouvement de désobéissance ce lundi, les succursales des banques privées sont restées fermées. Un employé de la banque de prêts privé KBZ Bank à Yangon a déclaré que les banques ont dû fermer parce que leurs employés étaient dans la rue pour protester contre le coup d'État. «Toutes nos agences bancaires sont fermées [lundi]», a-t-il déclaré. Il a ajouté que bien que les banques aient été

fermées, l'argent pouvait être retiré aux distributeurs automatiques.

«Nous continuerons à faire cela jusqu'à ce que le régime militaire soit terminé», a déclaré une employée de Yangon, sous le pseudonyme de Ma Snow. Elle a rejoint le MDC quelques jours après le lancement du mouvement par les professionnels de la santé le 3 février¹, informant ses supérieurs qu'elle ne viendrait plus travailler, car elle avait rejoint le MDC avec ses collègues. «Comme tout le monde, nous rejetons totalement le coup d'État. Ainsi, nous

MDC est quelque chose que nous pouvons et devons faire.» Outre l'arrêt du travail, les employé·es des banques de plusieurs villes ont également organisé des manifestations de rue pendant plusieurs jours, déclarant leur soutien au MDC en tant qu'employé·es de banques incitant d'autres personnes à se joindre à eux. Ma Snow, qui travaille dans le secteur bancaire depuis 18 ans, a ajouté que si davantage de personnel des banques publiques et semi-étatiques se joignait au mouvement, le MDC dans le secteur bancaire serait une réussite à 100 %.



participons de toutes les manières, comme en adhérant au MDC et en organisant des manifestations de rue, pour lutter contre le régime», a-t-elle ajouté.

Un autre employé qui a rejoint le MDC a déclaré : «Nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Le

Certains employés de la Banque centrale du Myanmar et de la Banque économique du Myanmar ont également rejoint le mouvement. La semaine dernière, plus de 100 employés de la Banque centrale, y compris des employés du siège à Naypyitaw et d'autres succursales, avaient rejoint le mouvement.

Les militaires ont remplacé les gouverneurs et les sous-gouverneurs de la Banque centrale depuis le

1. NdT : les personnels de santé de 70 hôpitaux ont publiquement appelé à la désobéissance civile et se sont mis en grève le 3 février.

coup d'État du 1^{er} février. Le gouverneur adjoint U Bo Bo Nge, qui a été nommé par l'administration de la Ligue nationale pour la démocratie², reste en détention, bien que d'autres gouverneurs adjoints aient été libérés par les militaires.

Dans une annonce antérieure, la Banque centrale avait exhorté les banques à fonctionner normalement et systématiquement.

Les personnels de santé du Myanmar se cachent alors que le régime cible le mouvement de désobéissance dans les hôpitaux.

www.laboursolidarity.org/Les-personnels-de-sante-du-Myanmar

Des centaines de médecins et d'infirmières participant au mouvement de désobéissance civile (MDC) contre le régime militaire se cachent maintenant, car les autorités cherchent à les arrêter depuis la semaine dernière.

Au cours des trois semaines qui se sont écoulées depuis que les militaires ont pris le pouvoir au gouvernement démocratiquement élu, le mouvement initié par les travailleurs de la santé du Myanmar a pris de l'ampleur, des milliers de fonctionnaires de divers secteurs se joignant aux millions de manifestants anti-coup d'État dans tout le pays. Le mouvement a interrompu ses activités dans de nombreux services gouvernementaux du Myanmar, le personnel refusant de travailler pour le régime militaire. Les dirigeants du coup d'État ont appelé à plusieurs reprises les fonctionnaires participant au MDC à reprendre le travail et ont menacé de prendre des mesures contre ceux qui ne le feraient pas.

La police et les soldats ont multiplié les tentatives d'arrestation des médecins et des fonctionnaires qui participent au mouvement ou le soutiennent. Le Dr Pyae Phyto Naing, qui travaille dans un hôpital de

la région d'Ayeyarwady, dans le canton d'Ingapu, a été arrêté par la police le 11 février. Au moment de son arrestation, il soignait des patients dans sa clinique philanthropique alors que les hôpitaux publics étaient fermés ; sa famille n'a pas eu de nouvelles de lui depuis. De nombreux autres médecins ont cependant réussi à échapper à l'arrestation. Trois des quatre hôpitaux du canton d'Ingapu sont actuellement fermés après que les médecins aient rejoint le MDC et se sont mis en grève.

Des tentatives d'enlèvement de médecins ayant participé au MDC par des hommes et des femmes en civil, se réclamant de la police, ont également été signalées dans les régions de Mandalay, Magwe et Naypyitaw et dans l'État de Shan, mais leurs tentatives ont échoué après l'intervention des habitants locaux.

Jeudi, la police en civil a tenté d'arrêter le Dr Win Marlar Kyi, directeur adjoint du département des services médicaux de Naypyitaw dans la commune de Pobba Thiri. Mais comme ils n'ont fourni aucune raison et n'ont pas décliné leur identité, les habitants ne les ont pas laissés emmener le médecin. Un médecin de Mandalay, qui a parlé sous le couvert de l'anonymat, a déclaré à *The Irrawaddy* que jusqu'à présent, aucun médecin n'avait été arrêté dans cette ville, bien que la police les surveille, car ils participent tous au MDC.

Le médecin, membre de l'équipe de soutien du MDC à Mandalay, qui se cache actuellement, a déclaré que plusieurs spécialistes médicaux dispensent désormais des traitements gratuits aux patients des hôpitaux publics dans des cliniques privées. Invité à commenter la répression du régime contre le MDC, le médecin a déclaré : « J'ose dire que plus ils [le régime militaire] exercent de pression sur nous, plus la réponse sera importante. »

2. NdT : le parti d'Aung San Suu Kyi.

Selon les médecins de l'hôpital gouvernemental de 1000 lits de Naypyitaw, environ 150 médecins et infirmières participant au MDC ont quitté leurs logements de fonction sous la pression du directeur médical de l'hôpital, et après que plusieurs policiers et militaires aient été déployés dans l'enceinte de l'hôpital. Le Dr Lynn Letyar, chirurgien à l'hôpital général de Lashio (500 lits) dans le nord de l'État Shan, a déclaré vendredi à *The Irrawaddy* que la plupart des médecins de l'hôpital étaient rentrés chez eux, craignant d'être arrêtés s'ils étaient vus en public. Dès le départ, les médecins ont offert des soins gratuits dans leurs cliniques privées aux patients ayant un dossier médical de l'hôpital, car environ deux tiers du personnel médical de l'hôpital de Lashio se sont mis en grève par solidarité avec le MDC. Le chirurgien, qui a été placé sous surveillance policière et se

cache maintenant, a déclaré que les médecins et les infirmières continueraient le mouvement malgré les arrestations.

Vendredi dernier, à 12 heures, la police de Mandalay a perquisitionné sans mandat le domicile du professeur Dr Khin Maung Lwin, recteur de l'université de médecine de Mandalay, soupçonné de soutenir le mouvement.

Cependant, la police a battu en retraite après que des résidents soient descendus dans la rue, frappant sur des casseroles et protégeant le professeur de l'arrestation. La même nuit, la police a dû abandonner ses tentatives d'arrestation du directeur médical de l'hôpital Aunglan, dans la région de Magwe, en raison du soutien apporté par l'hôpital au mouvement de désobéissance, après que les résidents se soient immédiatement présentés devant l'hôpital.



LES ORGANISATIONS MEMBRES DU RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTE

ORGANISATIONS SYNDICALES NATIONALES INTERPROFESSIONNELLES

Central Sindical e Popular Conlutas (CSP-Conlutas), Brésil.
 Confederación General del Trabajo (CGT), État espagnol.
 Union syndicale Solidaires (Solidaires), France.
 Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B), Burkina Faso.
 Confederation of Indonesia People's Movement (KPRI), Indonésie.
 Confederación Intersindical (Intersindical), État espagnol.
 Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA), Algérie.
 Batay Ouvriye, Haïti.
 Unione Sindacale Italiana (USI), Italie.
 Confédération nationale des travailleurs-Solidarité ouvrière (CNT SO), France.
 Sindicato de Comisiones de Base (CO.BAS), État espagnol.
 Organisation générale indépendante des travailleurs et travailleuses d'Haïti (OGTHI), Haïti.
 Sindacato Intercategoriale Cobas (SI COBAS), Italie.
 Confédération nationale du travail (CNT-f), France.
 Intersindical Alternativa de Catalunya (IAC), Catalogne.
 Union Générale des Travailleurs Sahraouis (UGTSARIO), Sahara-Occidental.
 Ezker Sindikalaren Konbergentzia (ESK), Pays basque.
 Confédération nationale de travailleurs du Sénégal-Forces du changement (CNTS-FC), Sénégal
 Sindicato Autorganizzato Lavorator COBAS (SIAL-COBAS), Italie.
 General Federation of Independent Unions (GFIU), Palestine.
 Confederación de la Clase Trabajadora (CCT), Paraguay.
 Red Solidaria de Trabajadores, Pérou
 Union syndicale progressiste des travailleurs du Niger (USPT), Niger.
 Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNSAS), Sénégal.
 Unión Nacional para la Defensa de la Clase Trabajadora (UNT), El Salvador.
 Solidaridad Obrera (SO), État espagnol.
 Confederazione Unitaria di Base (CUB), Italie.
 Independent Workers Union of Great Britain (IWGB), Grande-Bretagne.
 Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza (OZZ IP), Pologne.
 Centrale démocratique des travailleurs de Martinique (CDMT), Martinique.
 Associazione Diritti Lavoratori Cobas (ADL COBAS), Italie
 Pakistan Labour Federation (PLF), Pakistan
 Organisation démocratique syndicale des travailleurs de Centrafrique (ODSTC), Centrafrique.

ORGANISATIONS SYNDICALES NATIONALES PROFESSIONNELLES

National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (RMT/TUC), Grande-Bretagne.
 Centrale nationale des employés-Confédération syndicale chrétienne (CNE/CSC), Belgique.
 Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (SINALTRAINAL/CUT), Colombie.
 Trade Union in Ethnodata, Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector, Grèce.
 Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (SYNTRASEH), Bénin
 Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (ASFOC-SN), Brésil.
 Organizzazione Sindicati Autonomi e di Base Ferrovie (ORSA Ferrovie), Italie.
 Union nationale des normaliens d'Haïti (UNNOH), Haïti.
 Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (CUB SUR), Italie.
 Coordinamento Autorganizzato Trasporti (CAT), Italie.
 Syndicat des travailleurs du rail-Centrale démocratique des travailleurs du Mali (SYTRAIL/CDTM), Mali.
 Gıda Sanayii İşçileri Sendikası, Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (GIDA-IŞ/DISK), Turquie.
 Syndicat national des travailleurs du Petit Train beu/SA (SNTPTB), Sénégal.
 Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (ANFACSS), Panama.
 Palestinian Postal Service Workers Union (PPSWU), Palestine.
 Union syndicale étudiante (USE), Belgique.
 Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (STCC), Portugal.
 Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (Sinutapetrolgas), Venezuela.
 Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Públicos, Mexique.
 Canadian Union of Postal Workers/Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (CUPW-STTP), Canada.
 Syndicat autonome des postiers (SAP), Suisse.
 Federación nacional de trabajadores de la educación (SUTE-Chili), Chili.
 Plateforme nationale des organisations professionnelles du secteur public, Côte d'Ivoire.
 Fédération nationale des ouvriers et collectivités locales-Union marocaine du travail (UMT-Collectivités locales), Maroc.
 Centrale générale des services publics FGTB, cheminots (CGSP/FGTB Cheminots), Belgique.

Botswana Public Employees Union (BOPEU), Botswana.
 Organisation démocratique du rail–Organisation démocratique du travail (ODR/ODT), Maroc.
 Federacao Nacional dos Trabalhadores em Transportes Aéreos do Brasil (FNTTA), Brésil.
 Federação Nacional dos Metroviários (FENAMETRO), Brésil.
 Namibia Football Players Union (NAFPU), Namibie.
 Palestinian Electricians' Trade Union (PETU), Palestine.
 Missão Publica Organizada, Portugal.
 Syndicat national des travailleurs du secteur industriel du Togo (SYNATSITO), Togo.

ORGANISATIONS SYNDICALES LOCALES

Trades Union Congress, Liverpool (TUC Liverpool), Angleterre.
 Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (ORMA Brescia), Italie.
 Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (SUD Vaud), Suisse
 Sindicato Unitario de Catalunya (SU Metro), Catalogne.
 Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (DERİ-İŞ Tuzla et Izmir), Turquie.
 L'autre syndicat, canton de Vaud (L'autre syndicat), Suisse
 Centrale générale des services publics FGTB, ville de Bruxelles (CGSP/FGTB Bruxelles), Belgique.
 Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (IG Metall Berlin), Allemagne
 Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahía Blanca (SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahía Blanca), Argentine
 Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT, Argentine.
 UCU University and College Union, University of Liverpool (UCU Liverpool), Angleterre.
 Sindicato di base Pavia (SDB Pavia), Italie.

United Auto Workers local 551 Ford Chicago (UAW Ford Chicago), États-Unis.
 Sindicato Uno Prodinsa, Maipú, Chili.
 Asociación Gremial de Trabajadores del Subterráneo y Premetro, Buenos Aires (SUBTE/CTAt), Argentine.
 Syndicat des travailleurs du transport de Téhéran et sa banlieue (Vahed), Iran.

ORGANISATIONS SYNDICALES INTERNATIONALES

Industrial Workers of the World-International Solidarity Commission (IWW).

COURANTS, TENDANCES OU RÉSEAUX SYNDICAUX

Transnationals Information Exchange Germany (TIE Germany), Allemagne.
 Émancipation tendance intersyndicale (Émancipation), France.
 Globalization Monitor (GM), Hong Kong.
 Courant syndicaliste révolutionnaire (CSR), France.
 Fronte di lotta No Austerità, Italie.
 Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI), France.
 Basis Initiative Solidarität (BASO), Allemagne.
 LabourNet Germany, Allemagne.
 Resistenza Operaia-Operai Fiat-Irisbus, Italie.
 Workers Solidarity Action Network (WSAN), États-Unis.
 United Voices of the World (UVW), Grande-Bretagne.
 Unidos pra Lutar, Brésil.
 Corriente Política Social Sindical 1° de Mayo de Buenos Aires, Argentine.
 Coordinamento Nazionale Unitario Pensionati di oggi e di domani (CONUP), Italie.
 National Association of Human Rights Defenders, Palestine.
 Red de Trabajadores, Argentine.

LE RÉGIME MILITAIRE INFLIGE DES PEINES DE PRISON AUX FONCTIONNAIRES EN GRÈVE

THE IRRAWADDY

Le régime militaire du Myanmar a condamné dix fonctionnaires à des peines de prison pour avoir rejoint le mouvement de désobéissance civile (MDC). Parmi ces dix personnes figurent deux officiers de police et huit membres du personnel du département des coopératives. Ce sont les premiers fonctionnaires à être envoyés en prison pour leur participation au MDC.

Le sergent adjoint Ko Tara Linn et le policier Ko Thurein Linn, de la ville de Kyangin, dans la région d'Ayeyarwady, ont été condamnés à un an de prison en vertu de la loi sur le maintien de la discipline dans les forces de police du Myanmar. Les deux frères ont été arrêtés le 3 février pour avoir publié sur Facebook des messages d'opposition au régime militaire, mais leurs peines n'ont été rendues publiques que lundi. Ko Thurein Linn a diffusé sur Facebook, avant son arrestation, une vidéo intitulée *À bas la dictature*.

Le média local *Ayeyarwaddy Times* a cité le père des deux hommes qui a déclaré : « Je suis fier de mes deux fils car ils ont été emprisonnés pour s'être opposés à la dictature militaire. »

Sept femmes et un homme du département des coopératives du canton de Lewe, à Naypyitaw, qui ont participé à la MDC, ont également été condamnées la semaine dernière à trois mois de prison chacun en vertu de l'article 188(b) du Code pénal pour avoir « défié les ordres ».

Un avocat de Naypyitaw a déclaré que le tribunal avait condamné les accusés dans la précipitation, sans avoir entendu tous les témoins de la défense.

Le gouvernement militaire est paralysé par le MDC depuis plus d'un mois. Depuis le coup d'État du 1^{er} février, les médecins ont quitté les hôpitaux, les guichetiers sont restés chez eux et les trains ont rarement quitté leurs gares, le personnel refusant de travailler sous les ordres des hommes en uniforme.

Furieuse de cette résistance collective, la junte a menacé les grévistes de les arrêter et de les expulser des logements du gouvernement. Alors que le MDC continue de se répandre dans tout le pays, la junte a commencé à arrêter une cinquantaine de fonctionnaires qui se sont mis en grève pour protester contre le coup d'État militaire du 1^{er} février. Des médecins, des ingénieur·es, des enseignant·es, des employé·es des chemins de fer, des directeurs et des responsables de services gouvernementaux et du personnel administratif figurent parmi les personnes détenues. Une personne qui hébergeait des militant·es du MDC et une autre qui cuisinait pour le MDC ont également été arrêtées.

La junte a également licencié ou suspendu de nombreux fonctionnaires grévistes de leur emploi dans tout le pays. D'autres ont été contraints de quitter leurs logements de fonction. Parmi les suspensions récentes, 73 hauts fonctionnaires, dont des directeurs adjoints et des sous-directeurs, ont été suspendus de leurs fonctions le 11 mars. Environ 1 000 travailleurs et leurs familles vivant dans les quartiers logeant le personnel du hangar à locomotives Mahlwagone de Myanma Railways, dans le canton de Mingalar Taung Nyunt à Yangon, ont fui leur domicile la semaine dernière après que les forces de sécurité ont

fait une descente dans leur quartier. Les cheminots ont rejoint le MDC en signe de protestation contre le régime militaire.

Samedi, des professionnels de la santé ont manifesté contre le régime militaire dans la ville de South Okkalapa, à Yangon. Dimanche, le personnel de l'hôpital Sao San Htun de Taunggyi, la capitale de l'État Shan, qui a adhéré au MDC, a été menacé d'être expulsé de ses logements s'il ne reprenait pas le travail avant le 15 mars. Environ 70 médecins et agent-es de santé de l'hôpital ont quitté leurs logements plutôt que de retourner travailler sous la férule du régime militaire. Un certain nombre de médecins

de l'hôpital Sao San Htun se sont cachés le mois dernier pour éviter d'être arrêtés. Un médecin qui s'est caché, a déclaré à la BBC lors d'une récente interview qu'il poursuivrait sa grève jusqu'à la chute de la junte. Dans l'État de Chin, le personnel de santé de l'hôpital de Kanpetlet Township a été contraint de quitter les locaux de l'établissement de santé après que des soldats et des policiers ont établi une base dans l'hôpital, selon le média local *Chin World*.

16 MARS 2021

TRADUCTION PATRICK LE TRÉHONDAT

www.laboursolidarity.org/Le-regime-militaire-du-Myanmar



TERREUR, RÉSISTANCE ET ENJEUX

PIERRE ROUSSET

Cet article est écrit au lendemain du samedi 27 mars 2021, date de la traditionnelle «Journée des forces armées¹», inauguré par un défilé martial digne d'un 14 juillet français dans la capitale administrative de Naypyidaw. Est-ce pour mieux la fêter que la soldatesque s'en est donné à cœur joie, assassinant au moins 102 personnes, dont quelques enfants et bon nombre de jeunes adolescents² – soit le bilan quotidien le plus lourd depuis le putsch du 1^{er} février?

Une nouvelle fois, nous avons eu affaire à une action concertée: selon les chiffres fournis par l'AAPP³, l'armée a tiré à balles réelles dans plus de 40 cantons de neuf régions, y compris dans des zones résidentielles et à Rangoun, la capitale économique et la plus grande ville du pays. La population vivant dans divers États nationaux de la périphérie n'a pas été épargnée.

UNE POLITIQUE DE TERREUR CLAIREMENT AFFICHÉE

L'escalade de la violence se poursuit, inexorablement, alors que 423 personnes au moins ont déjà perdu la vie. Quelque trois mille autres ont été incarcérées depuis le 1^{er} février, deux mille se trouvant toujours en détention.

1. Il s'agit de la commémoration annuelle du soulèvement contre l'occupant japonais en 1945.

2. ESSF (article 57390), *The Irrawaddy*, www.europe-solidaire.org/spip.php?article57390.

3. Association pour l'assistance aux prisonniers politiques, organisation non gouvernementale (ONG) locale qui recense le nombre des morts depuis le putsch, repris par le quotidien en ligne *The Irrawaddy*.

La junte au pouvoir veut briser la résistance démocratique, quel qu'en soit le coût humain. Elle déploie à cette fin une véritable politique de terreur. Une dictature tend généralement à nier ou relativiser ses crimes. La junte se plie à la règle sur le plan international, mais en Birmanie même, il n'en va pas de même. Certes, elle dénoncera comme de dangereux émeutiers des manifestants non violents, mais sa parole aussi doit terroriser. «Nous visons la tête», clament les soldats sur les réseaux sociaux. L'armée patrouille en annonçant par haut-parleur «Si vous construisez des barricades, vous serez abattus!» Ce samedi noir, lors de la parade militaire, le général Min Aung Hlaing, putschiste en chef et numéro un de la junte, intervenant à la télévision d'État, a menacé sans ambiguïté la population: «Apprenez la leçon de ceux qui sont morts après avoir été touchés à la tête et dans le dos... Ne mourez pas en vain...⁴»

Centres de contestation, lycées, universités, hôpitaux sont occupés par l'armée. Les fonctionnaires et autres grévistes sont menacés de sévères représailles. Pour refus de se mettre aux ordres de la junte, elles et ils sont chassés de leurs logements et obligés de vivre dans des conditions précaires. Le recours au viol est utilisé comme une arme de guerre. Sous la menace des armes, les habitant·es des quartiers et localités sont forcés de démanteler les barricades de fortune qui avaient été érigées. Il est fini le temps du face-à-face, quand la détermination des manifestant·es suffisait à interrompre l'avancée des unités de répression. Les jeunes descendent toujours dans la rue, mais si leurs boucliers de fortune les protègent

4. Cité par Bruno Philipp, *Le Monde*, 27 mars 2021.

des balles en caoutchouc, ils ne peuvent rien contre des tirs à balles réelles. Que valent des lance-pierres, voire quelques sabres, face à des snipers et des chars ? L'armée étend inexorablement son emprise. Des minorités nationales possèdent une capacité effective d'autodéfense armée, mais il n'y a rien de tel en pays bamar. [Dans cet article, le mot Birman désigne l'ensemble de la population de l'État et le mot Bamar les membres de l'ethnie majoritaire qui peuple pour l'essentiel le bassin de l'Irrawaddy].

La loi martiale est déclarée dans des districts populaires, dotant formellement des pleins pouvoirs le commandement militaire, y compris celui d'ordonner des exécutions sommaires. Les banques privées qui refusent de rouvrir leurs agences sont menacées de nationalisation forcée. La junte annonce vouloir jeter en prison les propriétaires de supermarchés qui oseraient fermer leurs magasins. Les avoirs d'organismes suspectés de financer la résistance, comme la Fondation Soros, sont saisis. Le régime cherche à assurer un contrôle total sur l'information et les communications ; les journaux indépendants imprimés ne peuvent plus paraître. D'importantes opérations militaires sont engagées jusque dans le territoire de minorités ethniques, provoquant de premiers déplacements forcés et massifs de populations. Le pays subit un état de guerre.

LA RÉSISTANCE SE POURSUIT

Le mouvement de désobéissance civile se poursuit néanmoins. La grève paralyse toujours pour une part l'administration, la banque, des entreprises. D'autant plus qu'en matière de services publics, le savoir-faire de l'armée semble limité, comme l'ont relevé les cheminots (des fonctionnaires) : elle est incapable pour l'heure de faire rouler les trains et fonctionner le système ferroviaire à leur place.

Des jeunes descendent toujours dans les rues brandir les couleurs de la résistance. Ils expérimentent des manifestations éclair, à pied ou en deux roues, puis se dispersent avant l'arrivée des forces de répression (qui met en place des brigades motorisées pour intervenir plus rapidement). Des quartiers se parent de symboles « anodins », mais indiquant leur entrée en dissidence. Des opérations « ville fantôme », villes mortes, sont menées. Des journalistes et photographes fondent des collectifs pour informer le monde, malgré les arrestations et brutalités dont cette profession est victime. Des femmes fabriquent chez elles des engins à base de sucre et de nitrate de potassium produisant un nuage de fumée qui empêche les soldats de viser avec précision. Les funérailles des victimes sont l'occasion de s'engager, trois doigts levés (signe de ralliement du combat démocratique dans la région), à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, à savoir en terminer une bonne fois pour toutes avec le pouvoir militaire instauré en 1962.

La « bataille de Hlaing Thar Yar » a représenté un point d'inflexion dans les modalités de la résistance. Hlaing Thar Ya est une grande zone industrielle située au nord-ouest de Rangoun où la réponse à l'appel à la grève générale a été massive⁵. Cette zone industrielle s'est développée dans la foulée de l'ouverture économique initiée en 2011. Plus de sept cent mille migrant.es de l'intérieur y travaillent : ce sont des ruraux, à 80 % des femmes, vivant en dortoirs et huttes de bambous, dans un immense bidonville. Les usines textiles ont poussé comme des champignons et emploient l'essentiel de la main-d'œuvre. Leurs exportations représentent 30 % du total du pays. Les investisseurs sont chinois à 60 %, mais 75 % de

5. Le Comité de désobéissance civile a été constitué immédiatement après le coup d'État du 1^{er} février et l'appel à la grève générale a été lancé le 8 février par, notamment, la fédération CTUM.

cette production est destinée à l'Union européenne et au Japon, avec exemption de droits de douane en Europe.

Les mobilisations de rue se sont succédé à Hlaing Thar Yar, jusqu'au 14 mars. Ce jour-là, les manifestant.es ont été les victimes de soldats armés de fusils-mitrailleurs et de tireurs d'élite. Viser pour tuer. En réponse à la répression, les grévistes se sont attaqués aux usines, les incendiant (on ne sait pas combien) et réglant ce faisant leurs comptes avec des employeurs chinois adeptes de la surexploitation : manque de toilettes, horaires prolongés, répression des syndicats...⁶

Certains observateurs se demandent si ces incendies ne seraient pas une provocation, pour pousser la Chine à réagir, mais rien ne semble confirmer cette hypothèse. Le sentiment anti-Chine est manifeste depuis les débuts de la résistance démocratique qui reproche au PCC d'avoir appelé, aux Nations unies, à un impossible « dialogue » entre la junte et le Mouvement de désobéissance civile. La Chine est aussi le principal fournisseur d'armes de l'armée birmane (avec la Russie) – *business* et politique d'influence obligent, elle en vend aussi aux minorités ethniques du nord, à sa frontière, qui combattent plus ou moins sporadiquement l'armée fédérale (dont le nom officiel est Tatmadaw).

LES PARTICULARITÉS DE L'ARMÉE BIRMANE

La première question qui s'est posée après le putsch du 1^{er} février était : pourquoi l'armée l'a-t-elle décidée dans un pays où elle contrôlait déjà l'essentiel du pouvoir ? Un peu pour garantir l'avenir du général en chef Min Aung Hlaing dont l'âge de la retraite

approchait, beaucoup pour reprendre la main alors qu'à force d'échecs électoraux successifs, la légitimité politique de Tatmadaw déclinait au profit de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi, qui emportait haut la main tous les scrutins. Les militaires birmans ont choisi de faire du Trump : nous n'avons jamais envisagé qu'il puisse en être ainsi, donc cela n'est pas arrivé.

Le pouvoir de l'armée n'a jamais été proprement menacé. Il était garanti par la Constitution de 2008 qui l'avait dotée d'un stock de 25 % de législateurs lui revenant de droit (sans être élus) et d'une minorité de blocage, tout amendement à la Constitution exigeant au moins 75 % des votes. Les ministères-clés de la défense, de l'intérieur et de la sécurité des frontières étaient automatiquement attribués à Tatmadaw. Elle n'était soumise à aucun contrôle civil ; en revanche, elle pouvait contrer toute décision qu'elle jugeait contraire à ses intérêts. En matière d'orientation politique générale, nul désaccord d'orientation avec la LND ne justifiait la rupture.

Forte de sa légitimité électorale, la LND voulait faire bouger les lignes au sein de l'équilibre inégal du pouvoir en élargissant petit à petit la sphère de compétence du gouvernement civil. Elle s'était bien gardée de mettre en cause les sources d'enrichissement des généraux et n'avait visiblement pas anticipé la violence de leur réaction. Tatmadaw a en effet décidé d'en finir, et pour de bon, avec tout partage des prérogatives. Le putsch du 1^{er} février a mis en terme à la coexistence entre l'armée et un gouvernement élu à la suite d'élections libre, qui donnait inexorablement la majorité à un parti concurrent, en l'état celui dirigé par la « conseillère d'État » Aung San Suu Kyi⁷. Plus

6. Voir l'article d'Arthur Poras dans *Le Monde* du 23 mars 2021.

7. Officiellement « conseillère d'État », Suu Kyi était cheffe d'État de fait, mais ne pouvait l'être de droit, car les militaires avaient introduit à son encontre une clause constitutionnelle selon laquelle ce poste ne pouvait

généralement, la junte s'est attaquée à la « société civile » entière, qui s'était développée à la suite de l'ouverture économique du pays, une décennie plus tôt : associations et syndicats, droits civiques, etc. Si le Comité de désobéissance civile (CMD) s'est immédiatement constitué au lendemain du putsch, ce n'est pas seulement pour protester contre le renversement d'un gouvernement élu, mais parce que leurs libertés étaient directement ciblées – le précédent de 1988⁸ n'avait pas été oublié.

La seconde question qui s'était posée, à l'étranger, au lendemain du putsch, portait précisément sur cette question : la génération de généraux représentée par le général en chef Min Aung Hlaing agirait-elle avec la même brutalité que la précédente ou serait-elle plus modérée. Nous avons rapidement eu la réponse. Tatmadaw n'a pas changé.

Tatmadaw ne peut pas changer. Comprenant au bas mot 350 000 hommes, elle est un État dans l'État, une forme de « pouvoir total », un monde à part. Elle représente un ascenseur social pour des jeunes éduqués au culte du chef, les familles de soldats vivent en circuit fermé, les officiers bénéficient de privilèges qui en font une caste surplombant la société (il en va de même, soit dit en passant, pour des secteurs de la bourgeoisie mondialisée). Elle s'est construit un mythe qui en fait la garante des intérêts de la nation. Plus prosaïquement, le corps des officiers tire d'immenses profits de son contrôle sur la bureaucratie d'État et sur deux grands conglomérats, le Myanmar Economic Corporation (MEC) et le Myanmar

Economic Holdings Limited (MEHL)⁹, ainsi que du trafic de pierres précieuses ou de bois. Ils constituent parfois de quasi-monopoles et englobent de nombreux secteurs : aviation, banque et assurance, énergie, pharmacie, importations, construction, tourisme, mines (de jade notamment), etc.

L'armée accorde les autorisations et les licences dans de nombreux secteurs d'activité. L'« économie kaki » n'est pas propre à la Birmanie, tant s'en faut, mais elle est ici particulièrement développée, donnant naissance un « capitalisme de clientèle », instrument de corruption et de contrôle. Le pouvoir de Tatmadaw ne s'organise pas qu'à l'échelle nationale. L'armée constitue une autorité parallèle qui double, de haut en bas, l'administration civile, lui donnant à chaque niveau une forte capacité d'influence sur la société. Même par temps de crise, il est aléatoire d'espérer des défections significatives en son sein (à la différence de la police, où elles se sont produites). L'expérience passée lui donne confiance dans sa capacité à durer, face à l'opprobre et aux (toutes relatives) sanctions internationales.

LES INSTANCES DU BOUDDHISME

Dans ce pays bouddhiste où l'ordre monastique est divisé en neuf sectes qui regroupent quelque 500 000 moines, le clergé est longtemps resté en retrait face à la contestation. Les autorités officielles (la *Sangha*) ne sont pas censées s'engager en politique, mais ne s'en privent pas, apportant traditionnellement leur appui au régime en place. Après le 1^{er} février, l'état-major a pris soin de courtiser plus que jamais la hiérarchie religieuse. Cependant, les mouvements de référence

être occupé par quelqu'un dont le conjoint ou des enfants étaient de nationalité étrangère – ce qui était le cas de son mari.

8. Une crise très comparable à celle que nous vivons aujourd'hui où l'opposition démocratique avait été écrasée dans un bain de sang : quelque 3 000 tués en trois mois.

9. Selon un rapport d'Amnesty International, MEHL aurait distribué, entre 1990 et 2011, 18 milliards de dollars de dividendes aux militaires en activité ou retraités.

bouddhiste peuvent, suivant les périodes ou les enjeux, couvrir le spectre politique entier.

En 2007, la junte au pouvoir à l'époque avait décidé d'une augmentation sans préavis des prix des carburants, provoquant une crise sociale¹⁰. Les militantes de la génération 1988, immédiatement mobilisé·es, ont été réprimé·es. Le relais à la tête des manifestations de masse a alors été pris par des moines bouddhistes et leur organisation clandestine, l'Alliance de tous les moines birmans. Lors d'autres mouvements, en d'autres conjonctures ou sur d'autres questions, le rôle prédominant a été occupé par une extrême droite fascisante bouddhiste, comme ce fut le cas avec l'Organisation de défense de la race et de la nation (Ma Ba Tha) qui a joué un rôle clé dans le génocide des Rohingyas.

Aujourd'hui, sous la pression continue du mouvement de désobéissance civile, l'alliance conservatrice entre autorités religieuses et régime militaire se fissure. L'une des figures les plus influentes, Sitagu Sayada, très proche du général en chef, a subi une volée de critiques sur les réseaux sociaux. Sa secte, la Shwe Kyin, a fini par appeler les militaires à plus de modération dans la répression. Les moines pro-démocratie se font maintenant entendre, notamment à Mandalay, deuxième centre urbain de Birmanie, où plusieurs monastères sont entrés en dissidence ouverte. Dans cette ville, chaque jour, les moines prennent la tête d'une manifestation éclair, sachant que leur présence constitue une protection.

Tout dernièrement, le président du Comité national du Sangha – une structure mise en place par la junte où elle a nommé des «vénérables» de son

choix – a annoncé qu'il cessait toutes ses activités. Une mauvaise nouvelle pour la junte!

UN IMPACT GÉOPOLITIQUE

Si le mouvement de désobéissance civile avait été rapidement brisé, la junte aurait probablement pu s'en tirer sur le plan international sans trop de dégâts. En matière d'investissements et de commerce, l'insertion de l'économie birmane est avant tout régionale: Singapour, la Chine, la Thaïlande, l'Inde... (le premier pays occidental concerné est la Grande-Bretagne). La règle d'or de l'ASEAN¹¹ est la non-ingérence dans les affaires intérieures de ses pays membres (cette association est un club de régimes autoritaires). C'est aussi la position traditionnelle que défend la Chine au conseil de sécurité de l'ONU. Des firmes occidentales (dont Total est un exemple type) jouent un rôle économique et financier considérable, mais elles ont l'habitude de travailler sans état d'âme avec des dictatures.

Le mouvement de désobéissance civile ne s'est pas éteint et a du coup modifié les règles du jeu diplomatique. L'attitude de la Chine en témoigne. En temps «normal», elle se serait contentée, avec la Russie, de s'opposer au conseil de Sécurité de l'ONU à toute «ingérence» dans les affaires internes de la Birmanie (la presse chinoise avait commencé par décrire le putsch comme un gros remaniement ministériel). Cette fois-ci, si elle s'est opposée à ce que le conseil condamne la junte, elle a dû accepter qu'il exprime sa «grave préoccupation» et demande la «libération immédiate» de l'ensemble des personnes détenues ainsi que la fin des restrictions visant les journalistes et les activistes.

10. Pour un historique des crises passées et présente dans la Birmanie contemporaine, voir sur ESSF (article 57154), Frédéric Debomy, www.europe-solidaire.org/spip.php?article57154.

11. Sigle anglais d'usage de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est.

Plus généralement, Pékin doit concilier des intérêts contradictoires, ce qui devient difficile par temps de crise aiguë. Aung San Suu Kyi avait d'excellentes relations avec Xi Jinping; elle est aujourd'hui incarcérée et son procès pour haute trahison est annoncé. Le PCC considère que les territoires frontaliers occupés, dans le Nord, par des minorités nationales font partie de son périmètre de sécurité géostratégique et leur vend des armes. Il a néanmoins besoin de sécuriser les très importants investissements réalisés dans le pays, ce qui exige un accord avec les militaires au pouvoir. L'accès à l'océan Indien reste un objectif majeur, le «couloir birman» (en sus du «couloir» pakistanais) lui en offre un. Dans ces conditions, la «stabilité», pour l'heure introuvable, du pays est probablement sa priorité.

Il n'y a pas d'amour entre Pékin et la très anti-communiste Tatmadaw (il n'y a plus rien de «communiste» côté État chinois, mais il n'est pas certain que les généraux birmans s'en soient rendu compte). Cependant, par gros temps, les putschistes peuvent compter sur le soutien plus ou moins enthousiaste de la Chine, de la Russie, du Vietnam, du Cambodge. Ces pays étaient tous représentés sur l'estrade lors de la célébration du «Jour de l'armée», Pékin un peu plus discrètement que Moscou. La junte a nommé un gouvernement qui comprend des personnalités civiles birmanes connues pour leurs liens avec le PCC (sur le terrain de la coopération économique ou culturelle)¹². Une mesure visant, probablement, à faciliter le déploiement du bouclier protecteur chinois.

Il semble que Xi Jinping n'est pour rien dans le coup d'État du 1^{er} février (aurait-il pu l'empêcher?), mais il est certain que la carte chinoise a

été considérée comme un atout maître par la junte, nourrissant son jusqu'au-boutisme. Elle peut compter sur ses deux principaux fournisseurs d'armes, la Chine et la Russie.

LES SANCTIONS

Certaines sanctions prises au lendemain du putsch font mal, comme le gel par le président Biden d'un transfert d'un milliard de dollars de la banque fédérale US à la Birmanie. D'autres montrent ce qu'il serait possible de faire et sont un encouragement à la solidarité internationale qui peut, dans le contexte présent, être efficace. Cependant, dans l'ensemble, les mesures ne ciblent que les membres de la junte ou les ventes destinées aux forces de répression; elles ne concernent pas l'empire économique de Tatmadaw et ne s'imposent pas, pour l'heure, aux principales firmes commerçant avec l'État et l'économie kaki.

Dès 2017 et la persécution des Rohingya, des entreprises avaient commencé à quitter la Birmanie, à l'instar du cimentier LafargeHolcim. L'entreprise franco-suisse a annoncé à l'été 2020 la liquidation de sa filiale birmane, alors qu'elle était citée dans le rapport des experts indépendants de l'ONU comme entretenant des liens contractuels ou commerciaux avec l'armée. Le brasseur japonais Kirin a, pour sa part, annoncé, début février, qu'il comptait rapidement mettre un terme à ses relations avec l'armée birmane (il exploite localement deux brasseries). L'Union européenne reste cependant en retrait sur cette question ainsi que, singulièrement, les entreprises françaises.

Le groupe hôtelier Accor fait l'innocent, alors qu'il est associé à un conglomérat de l'«économie kaki» dans la construction d'un hôtel cinq étoiles de 366 chambres à Rangoun, le Novotel Yangon Max. Il a pour partenaire le Max Myanmar Group. Cette

12. *The Irrawaddy*, ESSF (article 57422), «Realpolitik: Myanmar Regime's Cabinet Includes Some Old China Hands».

entreprise a aidé l'armée à construire des infrastructures empêchant le retour des Rohingya sur leurs terres, dans l'État Rakhine (Arakan) après les persécutions de 2017 qui les avaient poussés à l'exode. En 2019, des experts indépendants de l'ONU ont conclu une enquête en jugeant que le partenaire d'Accor devrait être l'objet d'une enquête criminelle qui pouvait le conduire à être poursuivi en justice pour avoir contribué à un crime contre l'humanité. Rien que cela !

Total pour sa part exploite depuis 1992 une partie du champ gazier de Yadana, au large des côtes birmanes. En 2020, le président birman a décerné à Moattama Gas Transportation Co, la filiale du groupe international Total enregistrée aux Bermudes, le «prix du plus gros contribuable» dans la catégorie «entreprises étrangères» pour l'année fiscale 2018-2019. Plus généralement, Total est le plus important, ou l'un des plus importants, contributeur financier de l'État birman, lui versant 257 millions de dollars (213 millions d'euros) en 2019. Dorénavant, comme le dénonce l'ONG Justice for Myanmar, «les investisseurs étrangers vont financer un régime militaire brutal et illégitime, comme c'était le cas avant 2011». Le CPHR, qui représente la continuité du parlement élu, donc l'autorité légale du pays, a exigé de Total qu'il cesse de payer sous quelque forme que ce soit des revenus à la junte et à l'armée. En s'y refusant, Total avalise le putsch.

Canal+ (groupe télévisuel français, filiale de Vivendi) possède une holding enregistrée à Singapour. Elle diffuse notamment la chaîne de la télévision d'État Myanmar Radio and Television (MRTV). Elle prétend être techniquement incapable de la retirer de son bouquet (ce que Facebook a fait). Les agences de voyages en ligne Hotels.com ou encore Oui.la SNCF continue de proposer des séjours en Birmanie dans

un hôtel en bord de plage qui appartiendrait au fils du général Min Aung Hlaing. D'autres entreprises françaises cherchent à pénétrer le marché birman de la cybersécurité et des systèmes d'identification biométrique. En fait, le nombre d'entreprises françaises et européennes engagées en Birmanie avec l'État ou l'économie kaki est fort important. Elles ne doivent pas pouvoir continuer de poursuivre discrètement leur business.

L'UNION EUROPÉENNE ET LES SANCTIONS

L'Union européenne s'arc-boute sur une définition réductrice des sanctions. Selon un diplomate, les ministres des affaires étrangères des 27 États membres de l'UE ont affirmé, lundi 22 février, qu'ils se tenaient «prêts à adopter des mesures restrictives visant les responsables directs du coup d'État militaire et leurs intérêts économiques».

Les sanctions peuvent cibler seulement certaines administrations ou certaines personnes, militaires ou non, mais il faut d'abord réunir les preuves et constituer une base légale à ces sanctions¹³.

Comme le souligne Sophie Brondel, de l'association Info Birmanie, «il ne faut pas seulement cibler les militaires, dont l'épargne est souvent placée à Singapour, mais les vastes entreprises qui renforcent leur pouvoir».

BAMARS ET MINORITÉS NATIONALES

L'arrivée à l'avant-scène d'une nouvelle génération militante, ladite «Génération Z», très jeune (des lycéennes et lycéens) et la puissance du mouvement de désobéissance civile permet de poser en

13. Cité par Bruno Philip et Julien Bouissou, *Le Monde* du 3 mars 2021.

termes nouveaux la question cruciale des rapports entre Barmans, au centre du pays (68 % de la population), et minorités nationales, à ses périphéries. Les autorités birmanes, y compris la Ligue nationale pour la démocratie (LND), n'ont jamais mis en œuvre de plans de développement commun. L'ethno-nationalisme bamar est très puissant, ainsi que le sentiment d'aliénation des groupes ethniques, souvent armés, qui peuplent les frontières. La question du fédéralisme n'a jamais été réglée, alors que le nom officiel du pays est Union de Birmanie ou République de l'Union du Myanmar. Les rapports entre le régime militaire et les États minoritaires sont, avant tout, rythmés par des accords de paix ou de cessez-le-feu fluctuant suivant les circonstances et les priorités du régime.

Dans l'ensemble, face au putsch du 1^{er} février, les autorités officielles (parlements) des États nationaux sont restées attentistes. En revanche, des manifestations spontanées contre le coup d'État se sont déroulées presque partout, une partie de la jeunesse, notamment, s'identifiant au mouvement global de désobéissance civile. L'État Karen (ou État de Kayin) est en pointe dans l'opposition à la dictature. Il est frontalier de la Thaïlande. La cinquième brigade de l'Union nationale karen (KNU) est l'un des plus grands groupes armés du pays qui s'est d'emblée déclaré prêt à accueillir et à protéger les membres clandestins du CPHR. D'importants combats ont éclaté, l'armée bombardant le district de Papun. Plus de 10000 personnes ont fui leurs villages, certaines se réfugiant en Thaïlande d'où elles sont refoulées¹⁴.

Dans l'État Kachin, tout au nord avec l'Inde et la Chine pour pays frontaliers, l'Armée de l'indépendance

du Kachin (Kachin Independence Army) a attaqué un poste reculé de l'armée par mesure de rétorsion, après que l'armée a tué des manifestant·es du mouvement de désobéissance civile (MDC). Dans la ville de Shwegu, plus de 400 employés du gouvernement, dont des policiers, seraient en effet engagés dans le mouvement¹⁵.

En Arakan (État Rakhine), la junte a retiré de la liste des organisations terroristes l'Armée d'Arakan (Arakan Army, AA) et un cessez-le-feu a été signé. Cependant, l'AA menace de le rompre si l'armée continue à attaquer dans son territoire l'opposition démocratique. Il en va de même dans d'autres États minoritaires. Les forces d'autodéfense restent en posture attentiste, mais réagissent quand l'armée assassine des manifestant·es.

Pour les minorités nationales, la question du fédéralisme est essentielle. Dans l'adversité, la Ligue nationale pour la démocratie s'est (enfin) engagée à prendre effectivement en compte cette question. Si cet engagement prend forme, cela peut changer la donne géopolitique en Birmanie même. Si non, certaines minorités menacent d'exiger l'indépendance. Pour l'heure, la Chine continue à peser sur le positionnement des États de la frontière nord.

Quant à la junte, elle fait tout pour coopter les élites sociales des minorités pour se les attacher. Un bras de fer complexe est en cours dont l'issue contribuera à façonner l'avenir du pays. On peut espérer que l'histoire dramatique (et très spécifique) de la longue persécution et du génocide de 2017 à l'encontre des Rohingyas, population en majorité musulmane vivant dans l'État Rakhine (Arakan), puisse être enfin revisitée par les jeunes générations.

14. , ESSF (article 57407), *The Irrawaddy*, « 10,000 Karen Flee Myanmar Military Airstrikes ».

15. ESSF (article 57448), *The Irrawaddy*, « Kachin Independence Army Attacks a Myanmar Regime Police Station ».

UNE NOUVELLE DONNE POLITIQUE ET L'IMPÉRATIF DE SOLIDARITÉ

L'opposition massive au putsch du 1^{er} février a donné naissance au Mouvement de désobéissance civile (MDC) qui comprenait à l'origine le personnel soignant et la «génération Z» dont l'entrée en lutte a été immédiate, ainsi que des syndicalistes, dont les membres de la fédération CTUM qui a appelé à la grève générale du 8 février. Il constitue un cadre d'auto-organisation de la résistance qui n'est pas sous l'autorité de la Ligue nationale pour la démocratie. Sa constitution rapide montre à quel point nous sommes entrés en Birmanie dans une nouvelle période, porteuse d'une expérience fondatrice pour de jeunes générations.

En pays bamar, les mobilisations se font souvent au nom de la légitimité électorale de la Ligue nationale pour la démocratie et d'Aung San Suu Kyi (75 ans), mais le CDM est une structure indépendante de ce parti et localement, la résistance démocratique doit pour une part s'auto-organiser dans l'adversité. Tout



cela affectera les rapports entre la LND et la population. Comment et à quel point?

Pour qui ne connaît pas intimement le pays (c'est mon cas!), il est difficile d'en comprendre toute la complexité. Cependant, des lignes de force apparaissent limpides. Dans nul autre pays aujourd'hui on ne voit à l'œuvre une dictature aussi meurtrière tentant de briser une résistance démocratique aussi exceptionnellement ample. Une situation qui implique un devoir de solidarité impératif. Pour sa part, l'association EST offre sur son site Internet¹⁶ une information continue sur l'évolution de la situation et a lancé un appel à la solidarité financière¹⁷. Force est malheureusement de reconnaître que la solidarité en France est bien en deçà de ce qui serait possible et indispensable¹⁸ – le NPA étant l'une des rares organisations s'étant effectivement engagée en ce domaine.

31MARS 2021

SOURCE:

www.europe-solidaire.org/spip.php?article57450

16. www.europe-solidaire.org.

17. ESSF (article 57155), «Birmanie / Myanmar: Face à une dictature militaire meurtrière, un appel urgent à la solidarité financière avec les organisations populaires».

18. ESSF (article 57310), «En Birmanie, un état de guerre contre la population – en France, un combat solidaire à mener».

LA VIOLENCE DE LA JUNTE SE HEURTE AU REFUS D'UNE POPULATION

FRONTIER MYANMAR

Selon les diverses agences, au moins 618 civils ont été tués suite à la répression militaire des manifestations. Près de 3 000 personnes ont été arrêtées, selon l'Association d'assistance aux prisonniers politiques.

Les responsables des droits de l'homme des Nations unies ont déclaré que l'armée faisait un usage croissant d'armes lourdes (grenades propulsées par fusée, mitrailleuses lourdes...) et de tireurs d'élite.

Par ailleurs, 19 personnes ont été condamnées à mort pour le meurtre présumé de l'aide d'un capitaine de l'armée, a déclaré vendredi la chaîne de télévision Myawaddy, propriété de l'armée. Il s'agit des premières condamnations de ce type annoncées en public depuis le coup d'État.

Nous publions ci-dessous la traduction du rapport établi, chaque vendredi, par le site Frontier Myanmar sur les « évènements » de la dernière semaine.

SAGAING SE BAT CONTRE L'ARMÉE

Alors que les protestations ont diminué dans certaines régions du pays, la région de Sagaing [située à 20 km au sud-ouest de Mandalay] reste un bastion de la résistance, de plus en plus violente. Le 1^{er} avril, un policier en grève aurait tué cinq de ses homologues avant d'être abattu. Thang Hou Gin, qui a fait défection après le coup d'État, a dirigé un groupe qui a attaqué les forces de sécurité dans le district de Tamu [ville située dans la région de Sagaing, à sa frontière avec l'Inde], tuant cinq policiers avec trois grenades à main. Après les coups de feu, les soldats stationnés

à l'avant-poste ont répondu en ouvrant le feu, apparemment avec des mitrailleuses, tuant Thang Hou Gin sur le coup. Le 4 avril, des habitants de Tamu ont déclaré à *Frontier* qu'il y avait des tirs continus alors que des manifestants armés auraient à nouveau combattu les forces de sécurité. Il a été difficile de confirmer ce qui s'est passé exactement en raison des restrictions imposées sur Internet, mais le média local *Zalen* a rapporté qu'une mine avait explosé au passage d'un convoi des forces de sécurité, incitant les soldats à tirer en représailles. Une autre attaque à la grenade a été signalée le même jour, faisant cette fois-ci quatre morts parmi les soldats. Selon *The Irrawaddy*, une grenade a été lancée sur un camion rempli de soldats après que ceux-ci ont tiré sur des manifestants qui érigeaient des barrages routiers, ajoutant que 14 soldats ont été tués à Tamu au cours des dix derniers jours.

Un peu plus au nord, les médias d'État ont affirmé qu'un policier avait été tué dans le district de Homalin, à Sagaing, et que deux autres personnes avaient été blessées. Selon le rapport, une foule de 20 personnes a attaqué leur voiture alors que les policiers étaient en déplacement, tirant sur l'un d'entre eux à la tête et leur volant de l'argent et des munitions. Dans le district de Kalay (région de Sagaing), les manifestants ont réussi à obtenir des forces de sécurité qu'elles acceptent un échange de prisonniers, libérant neuf civils en échange de sept policiers capturés par des résidents. Des manifestants ont également affronté le Tatmadaw (l'armée) dans le district de Yinmabin (région de Sagaing), le 2 avril, ce qui a conduit à six

arrestations, dont certaines ont fait des blessés. *The Irrawaddy* a rapporté par la suite que deux des manifestants blessés seraient morts en détention.

Plus tard dans la semaine, les forces de sécurité auraient commencé à faire un nouvel usage de la force contre les manifestants à Sagaing. Le 7 avril, les forces du régime ont réprimé les manifestants récalcitrants en plusieurs endroits. Le média d'investigation *Myanmar Now* a rapporté qu'au moins 20 manifestants avaient été tués – la majorité dans la région de Sagaing – et *RFA Burmese* a fait état de 26 morts. Au moins onze d'entre eux se trouvaient à Kalay, tandis qu'à Taze, également dans la région de Sagaing, les forces de sécurité ont ouvert le feu à balles réelles, tuant au moins sept manifestants et en blessant une vingtaine d'autres, dont un moine. Taze a été sous les feux de la rampe des médias ces derniers temps, parce que des dizaines de milliers d'habitants ont continué à organiser des manifestations de masse tous les jours, alors que les protestations ont diminué ailleurs en raison de la brutalité de l'armée et du nombre croissant de morts.

LES UTILISATEURS DES MÉDIAS SOCIAUX PRIS POUR CIBLE

Le régime a émis 140 mandats d'arrêt visant principalement des célébrités et des personnes influentes sur les médias sociaux. Il semble cibler ceux qui ont profité de leur position dominante dans la société birmane pour s'élever contre le coup d'État. Les accusations portées en vertu de l'article 505-A du Code pénal, qui prévoit une peine de trois ans de prison et a été utilisé contre de nombreux opposants, ont été annoncées par lots quotidiens de 20 personnes depuis le 2 avril.

Certains des acteurs les plus décorés du Myanmar figurent sur la liste, notamment Phway Phway, trois

fois lauréat de l'Académie du Myanmar et acteur le mieux payé du pays. Ses collègues oscarisés Eindra Kyaw Zin, Thet Mon Myint, Paing Phyto Thu et Min Maw Kun figurent également sur la liste. D'autres membres de l'industrie cinématographique ont également été visés, comme le réalisateur et scénariste Htoo Paing Zaw Oo et l'éminent maquilleur Ma Htet.

Un certain nombre de journalistes ont également été inculpés, notamment Mratt Kyaw Thu, le chroniqueur Sithu Aung Myint et le rédacteur en chef de Sayarwon Thurein Hlaing Win, tandis que les blogueurs populaires May Zune Win et Phyto Phyto Aung ont également été inculpés. Certaines des personnes figurant sur la liste ont déjà été arrêtées, notamment l'acteur Ye Deight, qui a été emmené lors d'une descente à son domicile dans le district de Mayangone à Yangon dans la nuit du 3 avril, et le journaliste Zin Thaw Naing, qui a été arrêté à son domicile dans le district de Botahtaung (Yangon) le 5 avril.

Mais certaines personnes figurant sur la liste ne semblent pas être des célébrités, ni même être suivies sur les médias sociaux. Les listes d'arrestations décrivent diversement certaines d'entre elles comme des propriétaires de petits magasins et des employés d'hôtel, et on ne sait pas vraiment pourquoi ils ont été inclus. L'explication la plus logique est que l'armée cible des utilisateurs de Facebook moins connus afin d'inspirer la peur parmi l'ensemble de population et d'encourager l'autocensure sur les médias sociaux.

SANCTIONS, COUP D'ÉTAT À L'AMBASSADE. LA CHINE PARLE AU CRPH

Les États-Unis ont imposé de nouvelles sanctions au régime militaire, mais cette fois-ci, elles visent un bras du gouvernement plutôt qu'une entreprise ou

des officiers supérieurs liés à l'armée. Le secrétaire d'État Antony Blinken a déclaré que les États-Unis visaient la Myanma Gems Enterprise, qui fait partie du ministère des ressources naturelles et de la conservation de l'environnement, dans le but de couper l'accès de l'armée à des fonds de financement. Ces sanctions interviennent alors que l'armée organise un comptoir commercial de jade et de pierres précieuses à Naypyidaw du 1^{er} au 10 avril, ce qui semble être un effort pour collecter des fonds bien nécessaires. Les ventes n'ont cependant pas été aussi fructueuses que lors des comptoirs précédents, où jusqu'à 1 milliard de dollars pouvaient changer de mains. Le 6 avril, les ventes n'ont atteint que 2,5 millions de dollars, selon les médias d'État.

Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a également déclaré que l'Union européenne allait bientôt imposer des «sanctions économiques... contre les entités économiques liées à l'armée». Cela inclurait probablement Myanma Economic Holdings Limited et Myanmar Economic Corporation, deux importants conglomerats contrôlés par l'armée déjà sanctionnés par les États-Unis et le Royaume-Uni depuis le 1^{er} février.

Dans le même temps, un fonctionnaire de l'ambassade de Chine à Yangon se serait entretenu avec le Comité représentant le Pyidaungsu Hluttaw [CRPH: le pouvoir alternatif, issu du parlement dissous], un événement susceptible de déplaire à Naypyidaw, qui considère le CRPH comme une organisation terroriste. Il ne semble pas qu'il y ait eu beaucoup de discussions de fond lors de cet appel, qui a apparemment eu lieu la semaine dernière. Le fonctionnaire aurait répété les points de discussion de l'ambassadeur Chen Hai lors d'un entretien en février 2021. Il a déclaré que le coup d'État n'était «absolument pas ce que la Chine veut voir». Et sans surprise, il a semblé

offrir peu de réponses aux demandes du CRPH de soutenir les efforts pour restaurer la démocratie et faire tomber le régime militaire. Néanmoins, il s'agit d'un développement significatif si l'on considère que la Chine a assidûment évité tout engagement avec la LND [Ligue nationale pour la démocratie] depuis l'assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi en 1989 jusqu'en décembre 2011, lorsque l'ambassadeur de l'époque, Li Junhua, a tenu les premiers pourparlers avec la LND en deux décennies.

À Londres, les nouvelles étaient moins positives pour le CRPH. Des scènes extraordinaires se sont déroulées lorsque l'ambassadeur du Myanmar, Kyaw Zwar Minn – qui avait demandé la libération d'Aung San Suu Kyi et de Win Myint et ignoré l'ordre de retourner à Naypyidaw –, a été enfermé à l'extérieur de l'ambassade à Mayfair le 7 avril. Puis destitué, dans ce qu'il a décrit comme une «sorte de coup d'État, en plein Londres» (comme si un coup d'État ne suffisait pas). Il a rejeté la responsabilité de la révolte sur l'attaché militaire de l'ambassade et, peu de temps après, Naypyidaw a informé le Royaume-Uni qu'il avait mis fin au poste de Kyaw Zwar Minn. Le Royaume-Uni s'est retrouvé dans une situation délicate: si le ministre des affaires étrangères, Dominic Raab, a condamné les «actes d'intimidation» des militaires et a rendu hommage au courage de Kyaw Zwar Minn, il semble que, conformément au protocole diplomatique, le Royaume-Uni n'ait eu d'autre choix que d'accepter sa révocation en tant qu'ambassadeur et de reconnaître le chef de mission adjoint Chit Win comme chargé d'affaires. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a tenté d'expliquer la raison de cette décision en déclarant que le Royaume-Uni reconnaît «les États et non les gouvernements», puis en ajoutant: «Nous devons donc accepter la décision prise par le gouvernement

du Myanmar concernant le poste de Kyaw Zwar Minn.» [Selon diverses sources d'autres ambassadeurs ont pris position contre la junte.]

LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES SOUS PRESSION

La compagnie pétrolière et gazière publique malaisienne Petronas a suspendu ses opérations au Myanmar après une campagne de pression, mais elle a déclaré la force majeure plutôt que de donner une quelconque justification politique. La société a déclaré qu'il y avait eu un «déclin drastique du niveau de production» de son champ gazier de Yetagun dans la mer d'Andaman, «tombant en dessous du seuil technique de l'usine de traitement du gaz offshore». Bien que la société ait déclaré avoir pris cette décision afin de minimiser les risques pour son personnel et ses actifs, cette décision sera ressentie comme une victoire par les manifestants et les militants des droits de l'homme, qui s'en prennent de plus en plus aux entreprises étrangères impliquées dans des projets de gaz naturel avec Myanmar Oil and Gas Enterprise. Elles constituent la principale source de devises du régime.

Mais la transnationale française du pétrole et du gaz Total a exclu toute demande de suspension de ses activités ou de retenue des paiements à la junte. Le directeur général Patrick Pouyanné a prévenu que le non-paiement des impôts était «un crime en vertu de la loi locale», mais il a insisté sur le fait que la société n'avait payé «absolument aucun impôt» depuis le coup d'État en raison de l'effondrement du système financier. Il a défendu la position de Total en rappelant que si l'entreprise se retirait, cela couperait l'accès à l'électricité à «des millions de personnes» et fermerait «des hôpitaux et des entreprises, bouleversant la vie quotidienne». L'entreprise sud-coréenne

Posco fait également l'objet de nouvelles pressions pour se retirer d'une coentreprise sidérurgique avec le conglomérat militaire MEHL. La pression ne vient plus seulement des groupes de défense des droits, mais aussi d'investisseurs institutionnels comme le fonds de pension du gouvernement néerlandais APG.

Dans le même temps, Fitch Solutions, une division du groupe Fitch [agence de notation], a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour 2020-2021 pour le Myanmar et a mis en garde contre un «effondrement économique» imminent. Le groupe avait précédemment anticipé une faible croissance de 2 %, mais il prévoit désormais une chute vertigineuse de 20 % du PIB, car il s'attend à ce que les troubles sociaux ne fassent qu'empirer dans les mois à venir et à ce que les militaires tuent davantage de civils. Les troubles signifient que les entreprises feront tout leur possible pour suspendre leurs plans d'investissement, voire liquider leurs actifs et se retirer complètement. Fitch met en garde contre une possible inflation galopante et une chute du commerce international. Fitch termine sa mise à jour par cette déclaration inquiétante : «Il n'y a pas de scénario catastrophe pour l'économie que nous puissions exclure» (Rapport établi par *Frontier Myanmar* le 9 avril 2021).

9 AVRIL 2021

TRADUCTION PAR LA RÉDACTION DE À L'ENCONTRE

www.europe-solidaire.org/spip.php?article57604

CHRONIQUES BIRMANES (1^{ER} MARS 2021-18 AVRIL 2021)

1^{ER} MARS

Les employé·es de banque en grève mettent une industrie – et une économie – à genoux. Le système bancaire du Myanmar a à peine fonctionné depuis que des dizaines de milliers de travailleur·euses du secteur privé ont quitté leur emploi il y a trois semaines pour faire pression sur l'armée pour qu'elle renonce au pouvoir, paralysant de larges pans de l'économie. Chaque jour depuis le 7 février, Ma Nwe Aye a fait exactement la même chose : manifester devant la succursale de la Banque centrale du Myanmar dans le canton de Yankin à Yangon. Elle tient une pancarte exhortant ses travailleur·euses à rejoindre le mouvement de désobéissance civile, la campagne lancée peu après le coup d'État du 1^{er} février encourage les fonctionnaires et certains travailleur·euses du secteur privé à refuser de travailler sous la junte.

2 MARS

Douze soldats de l'armée birmane ont déserté et se sont livrés à l'Union nationale karen (KNU), une des principales guérillas, en signe de solidarité avec les manifestant·es anti-coup d'État, a rapporté le groupe armé. Les soldats, des bataillons d'infanterie légère 402 et 403, basés à Dawei, ont fait défection vers la brigade 5 de KNU dans la ville de Hpapun dans l'État de Kayin, selon le porte-parole de la KNU, Padoh Saw Mahn.

3 MARS

Deux officiers de police supérieurs servant de chefs de poste à Mandalay ont démissionné de leurs fonctions pour rejoindre le Mouvement de désobéissance civile (MDP) contre le régime militaire. Le Lt-Maj Tun Win, le chef

du poste de police n° 5 du canton d'Aungmyethazan, a démissionné dimanche.

4 MARS

Les manifestant·es sont retourné·es dans les rues de Yangon et ailleurs jeudi, contre la police et les soldats qui ont assassiné des dizaines de personnes lors d'attaques à travers le pays dans le but d'écraser un soulèvement populaire vieux d'un mois contre le régime militaire. Mercredi a été le jour le plus sanglant depuis le coup d'État du 1^{er} février, avec au moins 38 tués alors que le commandant en chef Min Aung Hlaing a intensifié sa répression contre les manifestations pacifiques. Au moins sept personnes sont mortes dans le canton de North Okkalapa à Yangon lorsque des soldats et des policiers ont tiré sur des manifestant·es et les ont étouffé·es de gaz lacrymogènes.

5 MARS

L'armée birmane prend d'assaut les bureaux de *Mizzima* (un groupe d'information multimédia birman) lors d'un troisième raid contre les médias en deux jours. Aucun membre du personnel n'a été arrêté et *Mizzima* a déclaré continuer à «lutter contre le coup d'État militaire» et pour la restauration de la démocratie et des droits de l'homme au Myanmar.

6 MARS

Des policiers en civil recherchent des étudiant·es manifestant·es pendant que l'armée occupe une université et ouvre le feu sur des manifestant·es. La police et les soldats ont dispersé une manifestation à l'intersection des 22^e et 89^e rues de Mandalay, où des grévistes des secteurs

de l'éducation et de la santé ont organisé un sit-in aux côtés d'étudiant·es. Les forces de sécurité ont procédé dimanche à une violente répression des manifestations à Mandalay, utilisant des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes contre les manifestant·es tout en procédant à des arrestations massives. Alors que les manifestant·es fuyaient les lieux, des témoins oculaires ont déclaré que les forces de sécurité les avaient poursuivi·es, aboutissant à l'arrestation de plus de 70 personnes. «Des hommes en civil ont affirmé aux habitant·es du quartier qu'ils étaient les chefs de la manifestation et ont demandé où étaient les étudiant·es. Ils fouillaient maison par maison», a déclaré un témoin oculaire à Myanmar Now.

7 MARS

Nyi Kyaw, vétéran du soulèvement de 1988, arrêté à Mandalay, après que la police ait tiré en l'air pour disperser une foule qui interrogeait un étranger soupçonné d'agir au nom du régime militaire. Nyi Kyaw rentrait chez lui après avoir participé aux funérailles de Zaw Myo Ko, qui a reçu une balle dans le cou vendredi par les forces de sécurité, lorsqu'il a remarqué que des gens interrogeaient un homme et est allé voir ce qui se passait. Nyi Kyaw est détenu à la prison d'Obo de Mandalay et n'a pas été autorisé à voir sa famille. Les habitant·es de tout le pays sont en état d'alerte au milieu des rumeurs selon lesquelles le régime envoie des prisonniers libérés dans les quartiers pour semer la peur et commettre des violences, bien que les informations faisant état de telles tactiques aient été difficiles à vérifier. L'Association d'assistance aux prisonniers politiques a déclaré samedi qu'il y avait eu 1 758 arrestations depuis le 1^{er} février.

10 MARS

La police et l'armée expulsent de force plus de 1 000 cheminots et leurs familles. L'expulsion a clos un raid tôt le matin à Yangon sur les logements du personnel où la plupart des travailleur·euses avaient rejoint le mouvement de désobéissance civile, et qui disent maintenant qu'ils et

elles n'ont nulle part où aller. La police et les soldats ont donc expulsé aujourd'hui plus de 1 000 membres du personnel des chemins de fer de Myanmar de leurs maisons appartenant à l'État, pour avoir participé au mouvement de désobéissance civile, qui a vu ces travailleur·euses refuser d'aller au travail. Des centaines de policiers et de soldats ont fait une descente dans les locaux d'habitation du personnel dans le canton de Tarmwe à Yangon vers 6 heures du matin et pendant une grande partie de la matinée, ont bloqué toutes les sorties et entrées de et vers l'enceinte, faisant craindre aux résidents une violence imminente. La police a d'abord arrêté trois conducteurs de locomotives, mais à midi, a commencé à expulser tout le monde par la force, criant que leurs maisons seraient détruites au bulldozer et qu'eux-mêmes et leurs familles seraient abattu·es si ils et elles refusaient de partir.

11 MARS

Sous le régime militaire actuel, des citoyen·nes du Myanmar sont de plus en plus souvent arrêté·s la nuit, et leurs corps sont restitués à leurs familles le lendemain matin. L'état et le lieu des personnes arrêtées par la junte restent inconnus de leurs proches et de leurs avocats, qui disent qu'ils n'ont pas été en mesure d'obtenir des informations. Il reste difficile de confirmer le nombre officiel de personnes détenues par le régime. Khin Maung Latt, 58 ans, président du parti NLD d'un quartier de la commune de Pabedan, à Yangon, a été arrêté dans la nuit du 6 mars; le lendemain, il est mort en garde à vue. Zaw Myat Lynn, membre de la NLD responsable de l'institut de formation professionnelle Suu de la commune de Shwepyitha à Yangon, a été arrêté le 8 mars. Sa famille a été informée le lendemain de sa mort. Dans ces deux cas, les familles n'ont toujours pas été officiellement informées de la cause de leur décès.

12 MARS

Deux des hauts responsables du département de la santé publique de la région d'Ayeyarwady ont démissionné de

leurs fonctions jeudi. Le directeur général adjoint, le Dr Than Tun Aung, a présenté sa démission au président du conseil militaire de la région d'Ayeyarwady, en invoquant la santé de sa famille. Il a déclaré dans sa lettre de démission qu'il avait transféré ses fonctions au directeur adjoint, le Dr Saw Mya Khaing, en attendant l'approbation de sa démission. Le Dr Saw Mya Khaing a également présenté sa démission jeudi, affirmant qu'il avait des problèmes pour continuer ses fonctions.

13 MARS

Deux personnes ont été abattues par la police à Yangon vendredi soir et aux premières heures du samedi, et une autre qui était dans un état critique après avoir reçu une balle dans la tête est décédée plus tard samedi, alors que des milliers d'habitant·es de la ville ont lancé des manifestations nocturnes contre le régime, manifestations qui se sont produites dans d'autres régions du pays. Défiant le couvre-feu de 20 heures à 4 heures du matin et une interdiction de se réunir, des milliers de personnes dans les grandes villes sont descendues dans la rue vendredi soir.

15 MARS

Des incendies ont éclaté dans deux usines de confection appartenant à des investisseurs chinois et taïwanais dans la zone industrielle de Hlaing Tharyar, Yangon, alors que les forces de sécurité du régime militaire ont mené des mesures répressives contre les manifestants anti-régime dans la région le dimanche 14 mars. Un responsable de la zone industrielle a déclaré que les deux usines étaient Global Fashion, une usine de vêtements détenue par des investisseurs chinois, et Tsang Yih, l'une des plus grandes usines de chaussures exploitée par un investisseur taïwanais.

17 MARS

Des soldats et des policiers birmans fuient en Inde et rapportent sur les violences. 40 ressortissants du

Myanmar – pour la plupart des policiers – se cachent actuellement dans un endroit inconnu du nord-est de l'État du Mizoram, en Inde. Chewa, une policière de 24 ans, dont le nom a également été changé, a déclaré étouffée par l'émotion : «Je veux que la démocratie revienne.»

19 MARS

Les services funéraires de Bago ont refusé de prendre en charge les funérailles d'un capitaine de police décédé lors d'une répression contre des manifestants anti-régime. «La police a demandé à certains services funéraires d'aider aux funérailles, mais ils et elles ont tous refusé», a déclaré un habitant de Bago.

23 MARS

Trois personnes – dont une fillette de 7 ans – ont été abattues à Mandalay, le nombre de mort·es liées aux manifestations dans le pays depuis que le coup militaire du 1^{er} février a atteint 260 mardi. Depuis le 21 mars, les forces de sécurité des régimes militaires ont mené une série de raids dans plusieurs quartiers du canton de Chanmyathazi, notamment Aung Pin Lae, Aung Tharyar et Mya Yi Nandar. En s'attaquant aux barrages routiers érigés par les résident·es et en tirant sur les foules opposées aux raids. Lors des raids dans la deuxième plus grande ville du Myanmar, la police anti-émeute et les soldats ont utilisé des balles réelles, des balles en caoutchouc, des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes.

24 MARS

Le personnel en grève du ministère de l'électricité et de l'énergie à Naypyitaw dit qu'il a subi des pressions pour retourner au travail. Environ 150 membres du personnel en grève d'Electric Power Generation Enterprise (EPGE) ont déclaré avoir reçu des appels téléphoniques menaçant de suspension et de poursuites si ils et elles ne retournaient pas au travail. Tous·tes ont dit qu'on leur avait également dit de quitter leur logement de fonction.

23 MARS

Miss Myanmar dénonce la répression militaire: «Tant de gens meurent au Myanmar à cause de l'armée», a déclaré Han Lay, qui est à Bangkok en compétition pour la couronne de Miss Grand International. «S'il vous plaît, sauvez-nous», a-t-elle crié au monde.

24 MARS

«Plus dangereux que le Covid-19»: la lutte contre la junte militaire affaiblit la pandémie du Covid-19. Juste après que l'armée a pris le pouvoir, les agent·es de santé publique se sont retrouv·es dans un dilemme éthique angoissant: sortir de leurs hôpitaux, cliniques et laboratoires au milieu d'une pandémie mondiale pour rejoindre la mobilisation contre le régime militaire, ou continuer à travailler sous ce qu'ils et elles considéraient comme un régime illégitime qui éliminerait inévitablement les gains de la dernière décennie en matière de santé publique. Au final, des dizaines de milliers d'entre eux et elles ont fait le premier choix. Un habitant de North Okkalapa, une ville de Yangon avec un nombre historiquement élevé de cas de Covid-19, a déclaré à *Frontier* en février que la maladie n'était tout simplement pas une priorité là-bas pour le moment. «Le gouvernement putschiste est plus dangereux que le Covid-19», a-t-il déclaré.

27 MARS

«Personne ne veut travailler pour eux: les expulsions ne forceront pas les fonctionnaires en grève à reprendre le travail.» Frustré par le succès perturbateur du mouvement de désobéissance civile, le régime militaire a eu recours à des menaces juridiques et à des expulsions forcées pour tenter de contraindre les fonctionnaires en grève à reprendre le travail – mais cela ne semble pas fonctionner.

27 MARS

Chan Myae Kyaw a été assassiné par l'armée lors d'une

manifestation contre le coup d'État au Myanmar. Il était l'un des dirigeants de l'aile jeunesse de la Confédération des syndicats de Myanmar (CTUM) et l'un des centaines de travailleurs tués lors des grèves et des manifestations organisées par les syndicats en faveur d'un retour à la démocratie.

28 MARS

Les forces de l'ordre ont ouvert le feu jeudi sur des manifestant·es anti-coup d'État dans l'État de Karen, dans l'est du Myanmar, alors que les manifestant·es descendaient dans les rues lors de rassemblements pour exiger un retour à la démocratie. Dans la ville de Hpa-an, dans l'État de Karen, les manifestant·es ont préparé des sacs de sable vers 6 heures du matin jeudi, lorsque des dizaines de soldats et de policiers ont fait irruption et ont tenté de dégager les rues à l'aide de grenades assourdissantes. «Après cela, ils ont tiré avec des balles en caoutchouc ainsi que de vraies balles, environ 50 coups de feu», a déclaré un manifestant. Malgré la répression, les manifestant·es à Hpa-An ont continué à organiser des rassemblements impromptus tout au long de la journée, traversant la ville et brandissant le salut à trois doigts – un signe de résistance contre la junte.

30 MARS

Défiant les appels à isoler la junte birmane au niveau international, le vice-ministre russe de la défense, Alexander Fomin, a assisté à la célébration de la Journée des forces armées, le 27 mars, ce qui a incité le général Min Aung Hlaing, auteur du coup d'État et chef national autoproclamé, à exprimer «profonde gratitude» pour la confiance de la Russie.

Un boycott de la loterie d'État lancée après le coup d'État a été si efficace que le tirage a été reporté à deux reprises, mais il a également laissé aux distributeurs et aux détaillants des millions de billets invendus.

Des centaines d'employé·es des usines appartenant à Tatmadaw fabriquant des pièces pour des véhicules

militaires ont rejoint le mouvement contre le régime et se sont mises en grève, ce qui a incité un général à faire pression sur eux et elles pour un retour au travail. Les grèves ont commencé le 7 mars dans cinq usines à travers le pays, qui fabriquent des armes et d'autres équipements pour les Tatmadaw (l'armée birmane), mais elles ont été partiellement interrompues après les visites du général de division Ko Ko Lwin, vice-chef des industries de la défense. Les travailleur·euses des usines de Yangon, Magway, Myaing, Myingyan dans la région de Mandalay et Htone Bo dans la région de Bago ont annoncé qu'ils et elles se joignaient aux grèves. Chez Htone Bo, qui emploie environ 600 personnes, au moins 193 travailleur·euses ont déclaré qu'ils et elles étaient en grève, selon les chiffres compilés à partir des médias sociaux par Myanmar Now. 65 autres à Magway et 34 à Myaing ont déclaré qu'ils et elles se joignaient aux grèves.

31 MARS

Un footballeur birman jouant pour un club malaisien a été frappé d'une interdiction d'un match pour avoir fait le salut à trois doigts utilisé par les manifestant·es anti-coup d'État lors d'un match, a déclaré mardi un responsable (trois doigts levés, en référence à la série américaine *Hunger Games*, sont devenus le signe de ralliement contre la junte). La photo du joueur affichant ses trois doigts levés est devenue virale. «Il a enfreint les règles interdisant les gestes ou le langage offensants», a déclaré l'association de football malaisienne, ajoutant que sa conduite était «antisportive».

1^{ER} AVRIL

La police de Mae Sai, ville frontalière du nord de la Thaïlande, a saisi des milliers de cartouches et plus de 100 grenades à destination de Tachileik, la ville birmane en face de Mae Sai. Le 28 mars, la police et l'armée thaïlandaise ont trouvé 6000 cartouches de 5,56 mm pour fusils d'assaut M16 et 52 grenades antipersonnelles K75, selon le journal thaïlandais *Matichon*.

2 AVRIL

Un policier en grève qui a aidé la population locale à se défendre contre les forces de sécurité de la junte, a été abattu vendredi dans le canton de Tamu, dans la région de Sagaing. Les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des résident·es locaux près de la caserne de pompiers de Nan Phar Lone Ward à Tamu vers 2h30 vendredi. Kin Kin, un policier de l'ethnie Chin en grève pour protester contre le régime militaire, a été abattu alors qu'il aidait à défendre la population locale contre l'attaque.

3 AVRIL

Selon des témoins, les forces du régime militaire du Myanmar ont frappé des passager·es d'autobus dans le canton de North Okkalapa à Yangon. Les forces du régime ont arrêté plusieurs bus du service de bus de Yangon (YBS) près du parc Kan Thar Yar sur Thudhama Road, l'une des routes principales du canton du nord d'Okkalapa. Des témoins oculaires ont déclaré avoir vu les forces du régime arrêter les bus et battre les passager·es. «Ils ont dit aux passager·es de descendre [du bus] et de se mettre à genoux. Ils ont battu non seulement les passager·es mais aussi les chauffeurs», a déclaré un témoin.

4 AVRIL

Le géant français de l'énergie Total n'interrompra pas la production de gaz au Myanmar, a déclaré dimanche un responsable, malgré les appels lancés aux entreprises étrangères pour qu'elles rompent leurs liens avec la junte alors que celle-ci intensifie la répression brutale de la dissidence.

Moscou est en train de devenir le meilleur soutien de la junte militaire de Naypyitaw. Alors que la communauté internationale a fermement condamné les deux mois d'atrocités commises par la junte, la Russie a eu l'audace de dire qu'elle souhaitait renforcer la coopération militaire avec le Myanmar. La Russie saisit une occasion pour

avancer dans la région indo-pacifique. C'est une fenêtre stratégique pour Moscou qui pourrait donner des résultats précoces et elle ne voudra pas la rater. Le vice-ministre russe de la défense, Alexander Fomin – qui était au Myanmar pour une visite de deux jours et qui a assisté au défilé de la Journée des forces armées le 27 mars – et a ainsi effectué la première visite très médiatisée d'un responsable étranger après le coup d'État.

5 AVRIL

Une femme de 19 ans a été tuée à Mandalay dimanche soir lorsque les forces de sécurité du Myanmar ont tiré sur un couple à moto. La fusillade a eu lieu vers 21 heures après le couvre-feu. Une balle semble avoir également touché le mari de Ma Htet Win selon l'équipe de secours.

6 AVRIL

Tôt samedi matin, des troupes ont fait irruption au domicile d'un médecin du canton de Mayangone, dans la région de Yangon, et ont arrêté le médecin. Ses mains étaient attachées dans le dos, un sac noir a été placé sur sa tête et il a été emmené loin de sa résidence par des soldats et des policiers, selon un témoin. L'homme arrêté était le chirurgien orthopédiste Dr Kyaw Min Soe, professeur à l'Université de médecine de Yangon, actif dans le mouvement de désobéissance civile (MDP).

Des militant·es de plusieurs villes et villages ont aujourd'hui enduit de peinture rouge les trottoirs et les arrêts de bus pour protester contre la violence militaire. La «grève des colorants saignants» est la dernière méthode créative mise au point par les manifestant·es pour exprimer l'opposition sans risquer d'être abattu·es ou arrêté·es en manifestant. Près de la capitale de l'État Kayin, Hpa-an, des jeunes ont pulvérisé de la peinture rouge sur la route et ont fait le salut à trois doigts.

7 AVRIL

Le Myanmar a connu au moins quatorze autres mort·es

violentes mercredi alors que les forces du régime ont réprimé les manifestant·es anti-régime toute la journée jusque dans la nuit dans la région de Sagaing dans le nord-ouest du pays et la région de Bago dans la partie centrale du pays. Le bilan des mort·es s'élève désormais à au moins 596 depuis le coup d'État du 1^{er} février. Au moins onze manifestant·es sont mort·es lorsque les forces du régime ont ouvert le feu sur des barrages routiers dressés par des manifestant·es anti-régime dans le canton de Kale (Kalay), dans la région de Sagaing, vers 5 heures du matin mercredi. Les manifestant·es tenaient ce barrage routier. Les habitant·es de Kale ont résisté à un assaut violent avec des armes à feu artisanales. Plus d'une douzaine ont été blessé·es tandis que 18 personnes, dont des passants, ont été arrêtées.

8 AVRIL

L'ambassade de Chine au Myanmar s'est pour la première fois entretenue avec des membres d'un comité représentant les législateurs élus du gouvernement déchu de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), au milieu des appels répétés de Pékin à toutes les parties de son voisin du sud pour rechercher une résolution politique à la crise par le dialogue. Alors que les groupes prodémocratie du pays exigent que la communauté internationale exerce une «pression sérieuse» sur la junte, Pékin a bloqué à plusieurs reprises les tentatives du Conseil de sécurité de l'ONU de prendre des mesures contre les putschistes et d'empêcher de nouvelles effusions de sang. Le sentiment antichinois a augmenté rapidement au Myanmar en raison de la position de Pékin. Les militants prodémocratie du pays ont appelé à l'opposition de tous les projets chinois au Myanmar. Certains ont même demandé que les deux oléoducs et gazoducs chinois dans le pays soient détruits en réponse à la position de Pékin à l'ONU.

9 AVRIL

Le régime militaire du Myanmar a interdit aux gens d'utiliser des antennes paraboliques qui leur permettent

d'être informés des protestations anti-régime d'un certain nombre de médias locaux indépendants. Les antennes paraboliques ont donné accès à des informations indépendantes pour les habitant·es de la plupart des régions du pays depuis que le régime a fermé l'accès Internet. Jeudi, les autorités ont confisqué des antennes paraboliques PSI dans certaines parties de la région d'Ayeyarwady et des États de Mon et Kachin.

10 AVRIL

La Russie a fourni du matériel, des systèmes de surveillance numérique et de nouveaux modèles de chasseurs à réaction à l'armée birmane. Selon Jane's International Defence Review, l'armée de l'air du Myanmar semble utiliser des drones de fabrication chinoise pour surveiller les manifestant·es anti-régime dans les rues.

11 AVRIL

Au moins 60 personnes ont été abattues à Bago lors d'un assaut brutal contre des bastions anti-régime. Un bilan précis des tué·es était impossible, mais on pensait que le nombre réel était beaucoup plus élevé. Les troupes ont usé d'explosifs puissants contre les lignes défensives des bastions anti-régime toute la journée. Les troupes ont lancé leurs raids dans trois quartiers – Shinsawpu, Hmawkan et Nantawyar – de Bago, au nord de Yangon. L'attaque visait des zones qui avaient été fortifiées avec des barrages routiers et des sacs de sable pour dissuader les troupes d'avancer. L'assaut a commencé tôt le matin.

12 AVRIL

Le système bancaire du Myanmar a été paralysé alors que les partisan·es de la démocratie ont appelé avec succès le personnel des banques privées du pays à participer au mouvement de désobéissance civile pour protester contre le coup d'État militaire du 1^{er} février. Depuis la mi-février, les entreprises ont souffert d'une pénurie de liquidités en raison de la fermeture des succursales

bancaires, à l'exception des services bancaires mobiles et des guichets automatiques limités.

13 AVRIL

Un gardien d'immeuble aurait été torturé à mort par les troupes du régime militaire dans le canton d'Insein à Yangon lundi matin. Ko Kyaw Lwin Htwe, 39 ans, un habitant du quartier d'Aung San à Insein, a été porté disparu vers 5 heures du matin lundi et après avoir poursuivi un véhicule suspect dans le quartier. Selon certains témoins, Ko Kyaw Lwin Htwe a été emmené par les troupes de la junte dans l'enceinte du lycée du quartier Aung San, où plusieurs dizaines de soldats ont été déployées ces deux dernières semaines.

15 AVRIL

Le régime militaire du Myanmar a inculpé 19 médecins, dont un directeur du ministère de la santé, et plusieurs directeurs médicaux et spécialistes à travers le pays, pour leur soutien au mouvement de désobéissance civile (MDP). Plus de 710 civils, ont été tués par les forces de la junte depuis le 1^{er} février.

16 AVRIL

Les manifestations à Taze ont attiré plus de gens que l'ensemble de la population de la ville elle-même. Les habitants des petites communautés des environs avaient envahi les rues de la ville par dizaines de milliers presque quotidiennement depuis le coup d'État. Au moins la moitié des personnes tuées le 7 avril étaient des villageois de pays comme Inn Shay, Pauk Taw, Tway Di, Nanwintaw, Aung Chan Tha et Kywe Swea, qui s'étaient réunis pour montrer leur solidarité avec le reste du pays. Malgré la forte présence militaire dans la ville et l'arrestation de beaucoup de ceux qui ont pris part aux manifestations, les dirigeants du mouvement local anti-coup d'État affirment qu'ils continueront leurs efforts pour résister au régime.

L'annonce par la junte qu'un groupe de personnes a été condamné à mort fait partie d'une tentative visant à semer la peur dans la population de Myanmar, ont déclaré des experts juridiques. La télévision dirigée par des militaires a annoncé la semaine dernière que 19 personnes de la ville de Yangon Nord Okkalapa, qui est soumise à la loi martiale, avaient été condamnées pour avoir tué l'assistant d'un officier de l'armée, battu l'officier et volé leurs armes à la fin du mois de mars. Seuls deux des 19 – Aung Aung Htet et Bo Bo Thu – ont été capturés tandis que les 17 autres ont été condamnés par contumace. «Ils annoncent des condamnations à mort, mais ils tuent des gens imprudemment sur le terrain», a déclaré un avocat qui a fourni une aide juridique gratuite aux manifestants et a souhaité garder l'anonymat. «Ils officialisent la peur.»

17 AVRIL

Le boycott des marques de bières appartenant à l'armée, lancé à la suite du coup d'État militaire du 1^{er} février, a fait chuter les ventes de bière du Myanmar – et pourrait même avoir entraîné une perte de 1 milliard de dollars américains de la valeur de sa société mère liée aux militaires. Depuis des décennies, le marché de la bière au Myanmar a été une vache à lait pour l'armée, ses participations dans trois brasseries différentes représentent 80 % de part du marché de la bière.

La junte militaire du Myanmar a libéré samedi neuf militants emprisonnés dans le cadre d'une amnistie générale pour marquer le début du nouvel an bouddhiste traditionnel du pays. Les neuf militants, qui figuraient parmi les 23 184 prisonniers libérés dans le cadre de l'amnistie, devaient tous être libérés dans les mois à venir, selon les observateurs. Trois des personnes libérées samedi sont des membres de Peacock Generation, une troupe de poésie qui a été accusée d'avoir sapé l'armée avec une performance satirique pendant le Thingyan, ou le Nouvel An du Myanmar, il y a deux ans.

18 AVRIL

Des villageois-es du canton de Kani, dans la région de Sagaing, fuient leurs maisons après que des soldats ont attaqué le village de Chaungma dans le canton dimanche après-midi, à la suite d'une fusillade au bord de la route sur l'autoroute Monywa-Kalewa samedi soir. «Des soldats sont stationnés à Chaungma et recherchent des militant-es. Les villageois-es ont déclaré que les soldats avaient attaqué les magasins, pris le riz des gens et tué des poulets pour se nourrir.» Chaungma compte plus de 2 000 personnes, et les habitant-es de six ou sept autres villages fuient. «Personne n'ose rentrer», a déclaré un habitant de Kani.

Les forces armées du régime ont écrasé dimanche un bastion anti-coup d'État dans la ville de Myingyan, dans la région de Mandalay, lors d'une attaque dans l'après-midi. La base de protestation de Lanmadaw, un quartier de la ville, était une zone de défense principale à partir de laquelle les civils utilisaient des armes artisanales, telles que des fusils de chasse, pour résister aux attaques des troupes du régime. Quelque 200 membres des forces armées ont attaqué la forteresse de la fin de l'après-midi jusqu'à 22 heures, selon les habitants. Environ six personnes, dont un garçon de 13 ans, ont été arrêtées après les attaques, a déclaré un habitant. Des sources locales ont déclaré qu'il y avait eu des victimes du côté des forces armées, mais qu'aucun civil n'était mort dans l'assaut. Un habitant de Myingyan a déclaré au Myanmar Now que les troupes «tiraient sur toutes les personnes qu'elles voyaient... comme dans une zone de guerre».

Ces chroniques ont été rédigées à partir des informations données par les sites: www.irrawaddy.com; www.frontiermyanmar.net; www.myanmar-now.org.



Myanmar Labor Organizations Joint Call for Extended Nationwide Work-Stoppage to Save Our Democracy

Date: 7 March 2021

We would like to honor and thank workers from different sectors, farmers, and civil servants who participated in Civil Disobedience Movement, as well as, students, youth and civil society organizations who supported the movement. We welcome and support the leadership of Committee Representing Pyidaungsu Hluttaw (CRPH).

The labor organizations of Myanmar stand united in support of an extended nationwide work-stoppage against the military coup and for the future of Myanmar democracy. We urge the civic leaders of our popular uprising to call for an extended nationwide work-stoppage, and we call upon all workers nationwide, union and non-union alike, to join. We pledge that all of the undersigned labor organizations and our many thousands of members will join the call for an extended nationwide work-stoppage.

To continue the economic and business activities as usual, and to delay a general work-stoppage, will only benefit the military as they repress the energy of the Myanmar people; The time to take action in defense of our democracy is now. The workers of Myanmar are prepared to take action to protect democracy and save our future generations from dictatorship. We believe all Myanmar people are prepared to respond to a call to action.

The work stoppage is a peaceful demonstration of civil disobedience against the illegal military junta. No one can force any Myanmar citizen to work; We are not slaves to the military junta now and we never

our leaders to call for the extended nationwide work stoppage; we call upon all workers to join; and we commit our organizations will join in full force.

(This Extended Nationwide Work-stoppage will be active until we receive our democracy back and we all will participate until the next statement is issued.)

Myanmar Labour Organizations

All Burma Federation of Trade Unions (ABFTU)

Agriculture and Farmer's Federation of Myanmar (AFFM)

All Myanmar Trade Unions Network (AMTUN)

Association of Labour and Development (ALD)

Action Labour Rights (ALR)

Agriculture Federation of Myanmar (Food Allied Workers) AFM - IUF

Building and Wood Worker's Federation of Myanmar (BWFM)

Confederation of Trade Unions Myanmar (CTUM)

Energy Unions Federation of Myanmar (EUFM)

Federation of General Workers Myanmar (FGWM)

Future Light Center (FLC)

Food Worker's Federation of Myanmar (FWFM)

Industrial Worker's Federation of Myanmar (IWFM)

Myanmar Railway Worker's Union Federation (MRWUF)

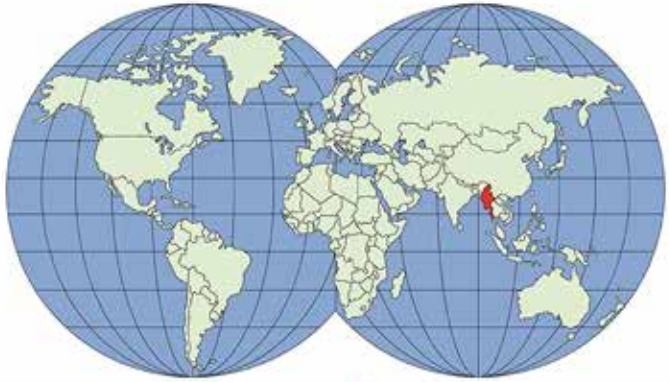
Myanmar Transport Worker's Federation (MTF)

Mining Worker's Federation of Myanmar (MWFM)

We Generation Network (WGN)

Yaung Chi Oo Workers Association (YCOWA)

Burma map



Asia



© Istock by Getty Images, 2021

WWW.SYLLEPSE.NET

